MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DE LA PROSPECTIVE

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE ET DE LA POLITIQUE FISCALE

NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE

A FIN DECEMBRE 2014

FEVRIER 2015

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie, de la Promotion des investissements et de la Prospective

M. Régis IMMONGAULT

Ministre déléguée

Mme Marie Julie BILOGHE

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT

Contact :

Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale
Immeuble de la Solde, centre ville
B.P. 1204 Libreville Gabon
Tel : (+241) 01.79.52.28
Site internet : www.dgepf.ga

La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette quatrième note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2014.

SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF **7**
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN DECEMBRE 2014 ..... **9**
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES 9
I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT 10
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN DECEMBRE 2014 ..... **11**
II LES EVOLUTIONS SECTORIELLES **11**
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Décembre 2014 11
II.2.LE PETROLE 13
II.3.LES MINES 13
II.3.1 le manganèse 13
II.3.3.2 l'or 14
II.4. L'EXPLOITATION FORESTIERE 14
II.5. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE 15
II.5.1. Les cultures maraichères 15
II.5.2. Les cultures de rente 16
- ***Le caoutchouc naturel*** 16

II.5.3. L'élevage 16
II.6.LES AGRO – INDUSTRIES 17
II.6.1. La production meunière et avicole 17
II.6.2. La production sucrière 17
II.6.3. Le tabac 18
II.6.4. Les boissons gazeuses et alcoolisées 18
II.6.5. L'eau minérale 19
II.6.6. Les huiles et corps gras 19
II.7. LES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION DE BOIS 20
II.7.1. Les unités de sciage 21
II.7.2. Les unités de déroulage 21
II.8. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION 22
II.8.1. La chimie 22
II.8.2. Les matériaux de construction 24
II.8.3. La seconde transformation des métaux 24
II.9.LE RAFFINAGE 25
II.10.LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE 26
II.10.1. L'électricité 26
II.10.2. L'eau 26
II.11.LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS 27
Evolution de l'activité des BTP **27**
II.12.LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT 27
II.12.1. Le transport aérien 27

II.12.2. Le transport ferroviaire 28
II.13 LES TELECOMMUNICATIONS 29
II.14 LE COMMERCE 30
II.14.1. Le commerce général structuré 30
II.14.2. Le commerce des véhicules neufs 30
II.14.3. Le commerce des produits pétroliers 31
II.14.4 .Le commerce des produits pharmaceutiques 31
II.15.LES SERVICES 31
II.15.1. Les services rendus aux entreprises 31
II.15.2. Les services rendus aux particuliers 32
II.15.3. Les services immobiliers 32
II.15.4. Les services de réparation mécanique 32
II.16.L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME 33
II. 17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE 33
II.17-1 La situation du bilan 33
II.17-2 Les opérations avec la clientèle 33
II.17.2.1.les ressource collectées 33
II.17.2.2 Les crédits distribués 34
II. 18 LES ACTIVITES DE MICROFINANCE 35
II.18-1 la configuration du secteur 35
II.18-2 La couverture géographique et la clientèle des EMF 36
II.18.3. Capitaux propres et intermédiation financière 36
II.19 LE SECTEUR ASSURANCE 37
II.19.1.La Branche Non Vie 37
II.19.2.La Branche Vie 38
II.19.3 Répartition des parts de marché par compagnie 38
Les Sinistres réglés 39
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES A FIN DECEMBRE 2014 ..... **40**
III.1- PRODUIT INTERIEUR BRUT EN 2014 40
III.1.1 Le PIB offre 40
III.1.2.Le PIB demande 41
III.2. LES PRIX A LA CONSOMMATION 41
III.3 L'EMPLOI ET LES SALAIRES 43
III.3.1. L'emploi 43
III.3.1.1 L'emploi dans le secteur public 43
III.3.1.2 La répartition de l'emploi public à fin décembre 2014 43
III.3.1.3 L'emploi dans les sociétés 44
III.3.2. Les salaires 44
III.4 LE COMMERCE EXTERIEUR 45

III 4.1. L'évolution des exportations en valeur 46
III.4.2 L'évolution des importations en valeur 47
III.4.3. Le partenariat économique à fin décembre 2014 48
III.4.3.1. Les principaux fournisseurs 48
III.4.3.2. Les principaux clients 50
III.5 LES DEPENSES PUBLIQUES 51
III.5.1. L'évolution du règlement 51
III.5.2. L'évolution des tirages sur financements extérieurs et intérieurs 52
III.5.3. La situation du stock de la dette publique (données du quatrième trimestriel non disponibles) 53
III.6. LA SITUATION MONETAIRE 54
III.6.1– LES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES 55
III.6.1.1- La masse monétaire (M2) 55
III.6.1.2- Les ressources extra-monétaires 55
III.6.2-LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE 55
III.6.2.1- Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N) 55
III.6.2.2-Le crédit intérieur 56
III.6.2.1- Les créances sur l'économie 56
III.6.2.2- Les créances nettes sur l'Etat 56
III.7 LA POLITIQUE MONETAIRE 56
III.7.1- L'ACTION SUR LA LIQUIDITE BANCAIRE 57
III.7.2- LA POLITIQUE DES TAUX D'INTERET 57
III.7.3- LA POLITIQUE DES RESERVES OBLIGATOIRES 57

RESUME EXECUTIF

En 2014, l'économie mondiale s'est légèrement accélérée dans un contexte marqué par une baisse des prix du pétrole, une appréciation du dollar et par une augmentation des taux d'intérêt dans certains pays exportateurs de matières premières.

L'accélération de la production mondiale s'est traduite par une amélioration des perspectives économiques dans de nombreux pays avancés et par une croissance modérée dans les pays émergents et en développement. Ainsi, l'expansion économique mondiale est estimée à 3,3%.

Au Gabon, l'analyse sectorielle révèle une hausse de l'activité dans l'ensemble des trois secteurs de l'économie en 2014. Ainsi, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont progressé respectivement de 1,7%, 1,8% et 6,2%.

Le relèvement des activités du **secteur primaire** s'explique principalement par :

- l'accroissement de la valeur ajoutée de la branche « Exploitation forestière» (+21,5%), favorisé par l'augmentation du nombre de concessions forestières et de la demande des industries du bois ;
- la progression de l'activité dans la branche « Agriculture-élevage-pêche » (+7,1%) liée essentiellement à la poursuite des programmes d'assistance technique aux coopératives agricoles, au développement de l'agriculture péri urbaine et des activités de pêche industrielle.

La croissance du **secteur primaire** a été atténuée par le repli des secteurs pétrolier (-0,3%) et minier (-2,9%).

Le **secteur secondaire** a enregistré une hausse de 1,8% de ses activités en 2014. Cette situation découle de la progression de la quasi-totalité des branches à l'exception des « BTP » (-10,8%) et des « Autres industries » (-1,1%).

La valeur ajoutée des industries du bois a progressé de 28,5%, suite à la bonne tenue de la demande mondiale, à l'accroissement du nombre d'unités de transformation et à la diversification des marchés de destination.

La branche « Industries agro-alimentaires » a cru de 14,5%, consécutivement à la progression des segments bières (+23,5%), eau minérale (+22%) et boissons gazeuses(+10,9%).

La branche « Electricité et eau » a amélioré ses performances de 12,8%, en liaison avec l'extension du réseau de distribution d'eau et d'électricité. Ses segments électricité et eau ont affiché une hausse de 14,8% et 10% respectivement.

Le **secteur tertiaire** a enregistré la progression la plus significative (+6,2%), suite au dynamisme des branches « Transports et communications » (+8,3%), « Banques et assurances » (+8,5%), et « Services » (+4,7%).

En 2014, la balance commerciale a affiché un solde excédentaire de 3188,2 milliards de FCFA, en diminution de 8,6% par rapport à 2013. Cette variation est liée à l'alourdissement de la facture des commandes de biens importés (+5,5%), dans un contexte caractérisé par un repli des exportations de pétrole (-9,5%).

Dans ce contexte, le taux de croissance du PIB est estimé à 4,3% en 2014 contre 5,6% en 2013, soutenu par le secteur hors pétrole (+5%) malgré la baisse continue de l'activité dans le secteur pétrolier (-0,3%).

Du point de vue de la demande, l'activité a été soutenue par la demande intérieure (+1,4%) tirée par l'accroissement de la consommation totale (+5,9%), notamment celle des ménages (+6,6%) alors que la demande publique s'inscrit à la baisse. De même, les exportations reculent de 10,3%.

La situation monétaire large du Gabon a été marquée au 31 décembre 2014 par une baisse de la masse monétaire (-2,4%) et des avoirs extérieurs (-8,2%) et un affermissement du crédit intérieur (+2,7%) par rapport à 2013.

Ces évolutions se sont opérées dans un contexte de **regain de tensions inflationnistes** avec une hausse sensible des prix à 4,7%. Outre les prix des produits alimentaire (+2,6%), on note une hausse au niveau des fonctions suivantes : « meubles, articles de ménages et entretien », « articles d'habillement et chaussures », « logement, eau, gaz électricité », « transports », « restaurants et hôtels »…

En matière d'emploi dans le secteur moderne, on note une hausse de 2,6% à 183 396 agents contre 178 785 agents en 2013. Cet accroissement est imputable à l'augmentation des effectifs aussi bien dans le secteur public que dans le privé.

En effet, l'emploi dans le secteur public a légèrement augmenté (+0,6%), passant de 106 999 agents en 2013 à 107 644, suite au renforcement des effectifs de la fonction publique, en dépit de la baisse dans la main d'œuvre non permanente et les collectivités locales.

Le nombre de salariés des sociétés modernes s'est élevé à 75 752 contre 71 786 en 2013, soit une augmentation de 5,5%. Cette variation est essentiellement liée à l'embauche dans l'Agriculture et les mines, malgré les baisses d'effectifs enregistrées dans les secteurs comme les autres industries et le BTP.

PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN DECEMBRE 2014

L'économie mondiale à fin décembre 2014 s'est légèrement accélérée dans un contexte marqué par une baisse des cours du pétrole, une appréciation du dollar et une augmentation des taux d'intérêt dans les pays exportateurs de matières premières.

L'accélération de la production mondiale s'est traduite par une amélioration des perspectives économiques dans de nombreux pays du monde au cours de cette période. Toutefois, la situation économique a été divergente selon les pays.

Ainsi, aux Etats-Unis, la croissance a été bien orientée du fait de la bonne tenue de la consommation. A contrario, la reprise a manqué de vigueur dans la zone Euro. Au Japon, l'économie s'est à nouveau rapprochée de la récession. Dans les pays émergents et en développement, l'activité s'est contractée. Ainsi, l'économie chinoise a montré des signes d'essoufflement, tandis que, en Russie, la situation économique s'est détériorée.

En définitive, les estimations indiquent un taux de croissance de 3,3% en 2014, identique à celui enregistré en 2013.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

L'activité économique des pays avancés a été dynamique au cours de la période sous revue.

Aux **Etats-Unis**, la croissance a fléchi au quatrième trimestre (0,5% contre 1,2% le trimestre précédent).Les exportations qui ont été affectées par l'appréciation du dollar et la baisse des investissements ont eu un impact sur l'évolution du PIB américain. En revanche, la chute des prix des produits pétroliers a favorisé un bond de 3,4% de la consommation. La croissance du Pib américain est ainsi estimée à 2,4% en 2014 contre 2,2% un an plus tôt.

Dans la **zone euro**, la croissance bien que positive au quatrième trimestre (+0,3%) est demeurée modeste du fait principalement de la faiblesse de l'investissement et des anticipations inflationnistes. L'Allemagne et la France, les deux principales locomotives économiques, ont affiché respectivement des taux de croissance de 0,7% et 0,1% au cours de cette période. Sur l'ensemble de l'année 2014, cette zone a enregistré d'une expansion économique estimée à 0,9% contre -0,4% un an plus tôt.

Au Japon, la croissance est demeurée atone en dépit d'une politique de relance ambitieuse. La consommation des ménages qui a continué de baisser et la diminution des exportations, principal moteur de l'économie japonaise, ont entrainé une atonie de l'activité économique. En définitive, la croissance annuelle de ce pays est retombée à 0,1% contre 1,6% l'année précédente.

Hors **zone euro**, la Grande-Bretagne a confirmé la bonne orientation de son économie tirée par des investissements productifs importants et des dépenses de ménages en hausse. Le

Produit intérieur brut a progressé de 0,5% au quatrième trimestre contre 0,7% trois mois plus tôt. Les estimations annuelles indiquent une croissance de 2,6% en 2014 contre 1,7% en 2013.

I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

En 2014, l'économie des pays émergents et en développement s'est contractée en liaison avec un ralentissement de l'économie chinoise et une détérioration sensible des perspectives économiques en Russie et dans les pays exportateurs de produits de base. La baisse de régime de l'économie chinoise a eu des implications dans les pays émergents d'Asie au cours de cette période. L'évolution de la production pour l'ensemble des pays émergents et en développement est estimée à 4,4% contre 4,7% en 2013.

La Russie a pâti des effets liés à la diminution des prix du pétrole et des conséquences du conflit ukrainien. L'activité économique est demeurée atone et le Pib n'a augmenté que de 0,6% contre 1,3% un an auparavant.

Les pays émergents et en développement d'Asie ont maintenu le cap de la croissance et du développement en dépit de la contraction de l'économie chinoise, première puissance économique en Asie. En effet, l'économie chinoise s'est repliée au quatrième trimestre, du fait d'une baisse de l'investissement et d'une progression modérée de la consommation. La croissance annuelle de la Chine a reculé pour se situer à 7,4% contre 7,8% un an plus tôt.

En Amérique latine, la baisse des prix des principaux produits de base a influencé la croissance de l'ensemble des pays de la zone. En effet, l'expansion a fléchi à 1,2% en 2014 contre 2,8% précédemment.

En dépit d'une diminution des recettes pétrolières dans les pays du Moyen-Orient, les fondamentaux économiques dans cette région restent solides. En effet, la présence d'amortisseurs budgétaires a permis d'éviter de fortes compressions des dépenses dans plusieurs pays. La croissance estimée à 2,8% en 2014, est en nette amélioration comparativement à l'année précédente.

La baisse des prix du pétrole et des autres produits de base a entrainé une révision des perspectives économiques de l'**Afrique Subsaharienne. A**insi, l'activité économique s'est repliée, occasionnant une croissance à 4,8% sur l'ensemble de l'année 2014, contre 5,2% un an auparavant.

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN DECEMBRE 2014

II LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Décembre 2014

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↘
Manganèse	↘
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	
Culture maraichère	↗
Caoutchouc naturel	↘
Elevage	↘
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
Production meunière et avicole	↘
Raffinerie de sucre	↗
Fabrication de tabac	↘
Boissons gazeuses et alcoolisées	↗
Eau minérale	↗
Huiles et corps gras	↗
Industries de transformation du bois	
Sciages	↗
Placages	↗
Contreplaqué	↘
Autres industries de transformation	
Chimie	↘
Matériaux de construction	↘
Seconde transformation des métaux	↗
Raffinage	↗
Electricité et eau	↗
BTP	↘
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
Aérien	↘

Ferroviaire	↘
Télécommunications	↗
Commerce	
Général structuré	↗
Véhicules utilitaires neufs	↘
Véhicules industriels	↘
Produits pétroliers	↘
Produits pharmaceutiques	↗
Services	
Rendus aux entreprises	↗
Rendus aux particuliers	↗
Immobiliers	↘
Réparation mécanique	↘
Hôtellerie, Restauration et Tourisme	↘

II.2.LE PETROLE

A fin décembre 2014, la production nationale du pétrole brut s'est établie à 10,980 millions de tonnes, accusant un léger repli de 0,3% par rapport à 2013. Cette situation est liée essentiellement au déclin naturel des champs, conjugué à la grève de l'ONEP et aux incidents techniques enregistrés par certains opérateurs. Ce, nonobstant les bons résultats enregistrés par Perenco et Maurel & Prom, suite aux travaux d'amélioration des rendements réalisés sur certains champs.

Dans le même temps, les exportations à fin 2014 ont atteint 9,936 millions de tonnes, soit une régression de 1,7% par rapport à 2013. Les bruts les plus sollicités ont été l'Oguendjo (5,2%), le Rabi light (3,1%) et le Lucina (3,2%). L'Asie reste la principale destination des bruts gabonais avec 59% des exportations, suivie de l'Europe (19%) et de l'Amérique Latine et Caraïbes (15%).

Evolution de l'activité pétrolière

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Production (en millions de tonnes)	11,014	10,980	-0,3%
Exportation (en millions de tonnes)	10,112	9,937	-1,7%
Prix moyen du Brent ($US/bbl)	108,66	98,99	-8,9%
Prix moyen du brut gabonais ($US/bbl)	106,75	95,58	-10,5%
Taux de change ($US/FCFA)	494,083	494,434	0,1%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

Au cours de la période analysée, le marché mondial du pétrole brut s'est caractérisé par une chute des cours du pétrole inhérente à l'abondance de l'offre et à la faiblesse de la demande. Dans ce contexte, le prix moyen du baril du Brent et celui du brut gabonais ont enregistré des baisses respectives de 8,9% et 10,5% à 98,99 et 95,58 dollars en moyenne sur l'année.

En revanche, le taux de change du dollar par rapport au FCFA s'est stabilisé à 494,434 FCFA en 2014.

II.3.LES MINES

II.3.1 le manganèse

L'industrie sidérurgique mondiale a été marquée en 2014 par la baisse des prix du minerai de manganèse, en raison des stocks légèrement excédentaires dans les ports chinois et chez les producteurs d'alliages, ainsi que de l'arrivée sur le marché de nouveaux producteurs sud-africains.

Dans ce contexte, la production nationale du minerai et d'agglomérés de manganèse s'est située à 3,9 millions de tonnes, soit une baisse de 3,7% par rapport à 2013. Cette évolution est consécutive à la contraction de la production de Comilog, pénalisée par les opérations de maintenance et l'accident ayant affecté la voie ferroviaire en début d'année.

Parallèlement, sur le plan commercial, la livraison externe de manganèse a accusé un repli de 3,6% au cours de la période sous revue, soit 3,8 millions de tonnes. Suivant cette tendance baissière, le chiffre d'affaires a reculé de 14,8% pour s'établir à 354,2 milliards de FCFA, suite à une régression de 16% des prix du minerai de manganèse en moyenne en 2014 par rapport à 2013, terminant l'année à environ 4,56 USD/dmtu.

Evolution de l'activité minière

(en tonnes)	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Production	4 011 051	3 862 556	-3,7%
Exportations	3 928 203	3 791 267	-3,5%
Ventes	3 930 204	3 789 483	-3,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	415 607	354 188	-14,8%

Sources : Comilog, CICMHZ, Direction Sud des Mines du Haut-Ogooué

II.3.3.2 l'or

L'or a été affecté par la contraction de la demande et des prix sur le marché international. Ainsi, l'activité aurifère nationale a enregistré des résultats en baisse, suite aux difficultés techniques de l'outil de transformation et aux éboulements de terrain sur le site d'exploitation.

Ainsi, la production de l'or de la mine de Bakoudou a atteint 1 058,4 kg, en baisse de 11,5% par rapport à l'année précédente. De même, le chiffre d'affaires a décru de 22,9%, se situant à 19,2 milliards de FCFA contre 24,9 milliards de FCFA en 2013.

Evolution de l'activité aurifère

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Production (KG)	1 192	1 054	-11,5%
Lingots (Nombre)	179	196	9,5%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	25	19	-22,9%

Source: Direction de la subdivision des mines du Haut-Ogooué

II.4. L'EXPLOITATION FORESTIERE

En 2014, la production de l'exploitation forestière a enregistré une hausse de 6,7% pour se situer à 901 339 m^3. Cette évolution résulte des améliorations enregistrées dans l'observation par les opérateurs du principe d'aménagement durable des forêts. Elle a permis d'atteindre un meilleur niveau d'approvisionnement des unités de transformation par rapport à 2013 et ainsi, de mieux répondre à la demande croissante en grumes des industries nationales.

Dans ce contexte, les ventes des grumes ont connu une hausse de 11,1% pour atteindre 283509 m^3. A ces ventes, s'ajoutent les productions pour leur propre compte par les entreprises intégrées.

Par conséquent, le chiffre d'affaires a progressé 22,9% pour atteindre 25,6 milliards de FCFA contre 20,8 milliards en 2013.

Les effectifs ont augmenté de 4,4% pour atteindre 2455 personnes en 2014 contre 2352 en 2013, suite aux nouveaux recrutements.

Evolution de l'activité de la production forestière

Années	2013	2014	Var 14/13
Production forestière (m^3)	844 378	901 339	6,7%
Ventes aux industries locales	255 166	283 510	11,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	20 876	25 664	22,9%
Emplois (nombre)	2 352	2 455	4,4%

Source : Enquête TBE-DGEPF

II.5. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE

II.5.1. Les cultures maraichères

Malgré le ralentissement de l'activité observé durant les trois premier mois de l'année, suite aux retards de livraison des intrants lié à la grève des douanes, l'activité de la culture des produits maraichers a enregistré de bons résultats agronomiques et commerciaux. Ainsi, la production et le chiffre d'affaires ont augmenté respectivement de 7% et 59,9% par rapport à 2013.
La forte augmentation du chiffre d'affaires résulte de la conclusion d'un gros contrat de livraison avec les prestataires de la restauration collective, fournisseurs des sociétés pétrolières.

Evolution de l'activité des cultures maraichères

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Produits maraichers (kg)	165 327	176 900	7,0%
Produits maraichers (bottes)	17 474	18 697	7,0%
Salade (pièces)	32 665	34 952	7,0%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	500,3	800	59,9%
Masse salariale (millions de FCFA)	122	144	18,0%
Effectifs (permanents)	50	54	8,0%

Source : Agritropic

La société Agrotropic est parvenue à augmenter ses effectifs, passant de 50 à 54 employés sur une année, pour une masse salariale de 144 millions de FCFA.

II.5.2. Les cultures de rente

- ***Le caoutchouc naturel***

L'activité de production de caoutchouc naturel a été morose en 2014, en raison du vieillissement des hévéas, des attaques d'insectes et de l'environnement international défavorable. Ainsi, la production de caoutchouc en fonds de tasse s'est chiffrée à 36 881 tonnes, soit une baisse de 7,1%. Parallèlement, l'usinage du caoutchouc humide en granulés a diminué de 14,9%.

Dans ce contexte et concomitamment au repli des exportations et des cours mondiaux du caoutchouc, le chiffre d'affaires a chuté de 35,8% pour se situe à 14,9 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de caoutchouc

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Productions			
Caoutchouc humide (en tonnes)	39 678,7	36 880,9	-7,1%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	20 048,9	17 065,9	-14,9%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	19 394,1	17 153,4	-11,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	23 164,6	14 870,6	-35,8%
Effectifs	179	180	0,6%
Masse salariale	1 344,5	1 295,1	-3,7%

Source : SIAT

II.5.3. L'élevage

A fin décembre 2014, le cheptel du ranch Nyanga de SIAT Gabon a reculé de 6,6% à 4 761 bêtes, en raison des décès et du début de commercialisation de la viande. Sur le plan commercial, la société a mis sur le marché un volume de 105,7 tonnes de viande depuis le début de l'année, induisant un chiffre d'affaires de 453 millions de FCFA.

Evolution de l'activité d'élevage

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Effectif du cheptel	5 097	4 761	-6,6%
Vente de viande (en kg)	0	105 713	-
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	0	453	-
Effectif	24	21	-12,5%
Masse salariale	137	126	-8,1%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.6.LES AGRO – INDUSTRIES

II.6.1. La production meunière et avicole

L'activité meunière et avicole s'est caractérisée globalement en 2014 par des résultats négatifs. En effet, malgré l'accroissement de la production des aliments pour bétail tiré par les exportations vers le Maroc et l'augmentation sensible des pontes au niveau de la ferme de Nkoltang, la fabrication de la farine a connu un repli de 2,6%, soit 72 935 tonnes produites.

Cependant, les ventes des produits élaborés ont généré un chiffre d'affaires de 34,8 milliards de FCFA, en légère amélioration (+1,2%) par rapport à 2013.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Productions			
Farine (en tonnes)	74 911	72 935	-2,6%
Issues (en tonnes)	20 669	19 324	-6,5%
Aliments pour bétail (en tonnes)	26 748	28 551	6,7%
Œufs (en milliers d'unités)	39 160	40 213	2,7%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	34 362	34 788	1,2%

Source : Smag

II.6.2. La production sucrière

L'année 2014 s'est soldée par des résultats industriels satisfaisants pour la branche sucrière. En effet, nonobstant le repli de 1,7% de la production de sucre en granulé de 50 kg, la transformation du sucre a fortement progressé (+60%), en lien avec la production de granulé et dosettes, suite au lancement du conditionnement Doypack de 750 g et le sachet granulé de 500g.

Au regard de la demande sans cesse croissante du marché domestique et afin de se prémunir contre les risques de rupture, la société a dû importer du sucre du Brésil en début d'année pour un volume de 6 392 tonnes.

Evolution de l'activité sucrière

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Production totale (en tonnes)	24 300	23 880	-1,7%
Total du sucre transformé (en tonnes)	11 220	17 956	60,0%
Sucre (en morceaux)	8 352	10 170	21,8%
Autres (doses+granulés+sachets 1 kg)	2 868	7 786	171,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	20 930	19 930	-4,8%
Effectifs	419	399	-4,8%
Masse salariale	4 431	4 107	-7,3%

Source : Sucaf

En dépit des résultats industriels satisfaisants, le chiffre d'affaires a baissé de 4,8% à 19,9 milliards de FCFA.

II.6.3. Le tabac

La morosité de l'activité de l'industrie du tabac, amorcée depuis les années précédentes, s'est poursuivie tout au long de l'année 2014. En effet, tous les indicateurs industriels sont en baisse, notamment pour le scaferlatis et les cigarettes dont les productions ont chuté respectivement de 97,8% et 41,4%, en raison des problèmes d'approvisionnement en intrants. Par ailleurs, l'unité de saucissonnage du tabac-feuille a été arrêtée du fait de la faiblesse de la consommation locale.

Evolution de l'activité de Tabac

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Productions			
Scaferlatis (tonnes)	1 008,0	22,6	-97,8%
Cigarettes (milliers de paquets)	16 714,5	9 789,0	-41,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	8 488,2	2 905,2	-65,8%
CA marché local	3 255,4	2 298,2	*-29,4%*
CA Export	5 232,8	607,0	*-88,4%*
Effectifs	72	41	-43,1%
Masse salariale	1 074,0	743,4	-30,8%

Source : Sociga

En conséquence, le chiffre d'affaires a régressé de 65,8% pour s'établir à 2,9 milliards de FCFA. Ce recul a été exacerbé par l'arrêt des exportations de cigarettes vers les pays de la sous-région.

L'atonie de l'activité a entrainé une réduction de 43% des effectifs et de 30,8% de la masse salariale.

II.6.4. Les boissons gazeuses et alcoolisées

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées a été marquée par de bons résultats à la fin de l'année 2014, avec une production consolidée de 2,9 millions d'hectolitres, soit une augmentation de 17,2%.
Cette amélioration provient de la bonne tenue des bières (23,5%), à la suite des travaux de réhabilitation et de modernisation de l'outil de brassage. Les boissons gazeuses ont enregistré durant la même période une hausse de 10,9% de la production.
A l'inverse, les vins et les boissons diverses ont vu leur production se replier respectivement de 15,3% et 0,3%. Cette activité a induit une progression de 5,4% à 157,5 milliards de FCFA du chiffre d'affaires.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisée)

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Productions (en hectolitres)	***2 501 703***	***2 932 170***	**17,2%**
Bières	1 371 383	1 694 119	23,5%
Boissons gazeuses	1 041 936	1 155 380	10,9%
Vins	36 425	30 859	-15,3%
Divers	51 959	51 811	-0,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	149 360	157 467	5,4%
Effectifs	926	961	3,8%
Masse salariale	11 631	12 174	4,7%

Sources : Sobraga, Sovingab.

En vue de faire face à hausse d'activité, la société a procédé au recrutement d'une trentaine d'agents permanents, portant les effectifs à 961 personnes, pour une masse salariale de 12,2 milliards de FCFA.

II.6.5. L'eau minérale

A fin décembre 2014, la production de l'eau minérale a progressé de 22% pour atteindre 569 922 hectolitres, grâce à la mise en fonctionnement d'une nouvelle ligne de production et à la forte demande du marché, en raison du déficit en eau potable dans les principales villes du pays. De fait, le chiffre d'affaires a progressé de 22,5%, à plus de 12 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Production d'eau (en hectolitres)	466 969	569 922	22,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	9 830	12 041	22,5%
Effectifs	46	48	4,3%
Masse salariale	574	569	-0,9%

Source : Soboléco

II.6.6. Les huiles et corps gras

En 2014, la branche des huiles et corps gras a été marquée par des résultats appréciables. En effet, les productions d'huile brute rouge et d'oléine ont augmenté respectivement de 23,6% et de 8,8% à 6 457 tonnes et 6 169,6 tonnes.
A contrario, la production de savon a connu une régression de 30,3%, du fait de la concurrence des produits importés. En conséquence, le chiffre d'affaires a reculé de 11,3% pour se situer à 8,2 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Productions (en tonnes)			
Huile rouge	5 232,3	6 456,8	23,4%
Huile raffinée (oléine)	5 672,0	6 169,6	8,8%
Savons	3 372,9	2 350,0	-30,3%
Ventes (en tonnes)			
Huile raffinée	5 911,1	6 272,6	6,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	9 292,8	8 240,9	-11,3%
Effectifs	191	174	-8,9%
Masse salariale	1 281,5	1 169,7	-8,7%

Source : SIAT

II.7. LES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION DE BOIS

En 2014, les industries de transformation du bois ont enregistré de bonnes performances industrielles et commerciales. Ainsi, la production consolidée de tous les segments a progressé de 10,9%, pour atteindre un volume de 722 313 m^3, attribuable, entre autres, au meilleur approvisionnement des unités de transformation en grumes et à la contribution des usines nouvellement créées.

Sur le plan commercial, les exportations ont augmenté de 15,6% pour se situer à 613 459 m^3 en liaison avec la dynamique du marché international. De même, les ventes locales ont poursuivi la tendance haussière avec 4,7% pour atteindre 52 323 m^3 en liaison avec la hausse de la demande locale.

Evolution de l'activité industrielle

Années	2013	2014	Var 14/13
Production industrielle (m^3)	651 564	722 313	10,9%
Ventes locales (m^3)	49 954	52 323	4,7%
Exportations (m^3)	530 887	613 459	15,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	104 911	126 211	20,3%
Emplois (nombre)	7 063	7 021	-0,6%

Source : Enquête TBE

Ainsi, le chiffre d'affaires a enregistré une hausse de 20,3% pour atteindre 126,211 milliards de FCFA. Cependant, les emplois ont légèrement baissé de 0,6% suite au renforcement de l'outil industriel.

II.7.1. Les unités de sciage

La production de bois scié s'est raffermie de 14,5% à 458 871 m^3. Cette progression est liée au rythme soutenu des approvisionnements des usines et au renforcement des capacités de production, avec l'installation de nouvelles usines et lignes de production.

Evolution de l'activité de sciage

(en m^3)	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Production	400 846	458 871	14,5%
Ventes locales	38 354	39 343,0	2,6%
Exportations	330 849	407 588	23,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	54 100	70 239	29,8%
Effectifs (nombre d'employés)	5615	5650	0,6%

Source : Enquête TBE

Les exportations ont augmenté de 23,2%, tirées par les commandes des clients asiatiques, notamment chinois et du Pakistan (nouveau pays de destination). Les ventes locales quant à elles ont progressé de 2,6% pour atteindre 39 343 m^3. Le chiffre d'affaires a progressé de 29,8% pour atteindre 70,2 milliards de FCFA et les effectifs ont très peu évolué (+0,6%).

II.7.2. Les unités de déroulage

- ***Le placage***

La production de placage a augmenté de 9%, à 201 308 m^3, en raison d'un meilleur approvisionnement en grumes. Les exportations ont progressé de 5% pour s'établir à 161 843 m^3, du fait des commandes soutenues des principaux clients asiatiques et européens.
Les exportations ont augmenté relativement de 5% pour s'établir à 161 843 m^3, en raison de la vitalité de la demande des principaux clients (Asie, Europe et Etats-Unis).

Ainsi, le chiffre d'affaires est en progression de 13,8% pour atteindre 38,119 milliards de FCFA. Cependant, les emplois ont régressé de 6,8%.

Evolution de l'activité des industries de placage

(en m^3)	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Production	184 695,0	201 308,0	9,0%
Exportations	154 193,0	161 843,0	5,0%
Chiffre d'affaires	33 506	38 119	13,8%
Emplois (nombre)	1 448	1 350	-6,8%

Source : Enquête TBE

- ***Le contreplaqué***

La production de contreplaqué a baissé de 4,3% à 60 475 m^3. Dans le même temps, les exportations ont régressé de 5% pour s'établir à 41 281 m^3. En effet, les commandes du contreplaqué ont reculé sous l'effet de la baisse de la demande des économies de la zone euro.

Evolution de l'activité des unités de contreplaqué

(en m^3)	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Production	63 198,0	60 475,0	-4,3%
Ventes locales	11 581	12 949	11,8%
Exportations	43 467	41 281	-5,0
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	15 947	17 133	7,4%

Source: Enquête TBE

Par contre, les ventes locales ont progressé de 11,8% pour atteindre 12 949 m^3. Cette évolution est liée à la vitalité de la demande des particuliers et des sociétés de construction des bâtiments.

II.8. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1. La chimie

- ***Les peintures***

La production de peintures a marqué un repli de 1,1% au terme de l'année 2014, s'établissant à 5 050,9 tonnes. Cette évolution s'explique par la contraction des commandes des entreprises du BTP, malgré la bonne tenue des consommations du secteur pétrolier. En conséquence, le chiffre d'affaires induit par les ventes a enregistré une légère baisse de 0,5%.

La réduction des effectifs de 2,4% a entrainé une contraction de 29% de la masse salariale à 677,6 millions de FCFA en 2014.

Evolution de l'activité des peintures

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Production (en tonnes)	5 109,4	5 050,9	-1,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	11 421,8	11 364,9	-0,5%
Masse salariale (en millions de FCFA)	954,0	677,6	-29,0%
Effectifs (en nombre)	82	80	-2,4%

Sources : GPL, Chimie Gabon

- ***Les lubrifiants***

L'activité de la fabrication des lubrifiants a été marquée par un repli de 16,9%, pénalisée par les importants stocks constitués en début d'année et la concurrence des huiles importées par les revendeurs indépendants.

A fin décembre 2014, la production des lubrifiants s'est établie à 5 215 tonnes contre 6272 tonnes en 2013. Cependant, les emballages plastiques fabriqués ont atteint 303 720 unités en 2014 contre 243 200 unités en 2013, soit une hausse de 24,9%, résultant des fortes commandes de Siat Gabon.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires généré par la vente des produits a chuté de 21,1% pour un montant de 7 milliards de FCFA. Les effectifs demeurent inchangés à 44 agents, pour une masse salariale de 511 millions de FCFA.

Evolution de l'activité des lubrifiants

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Productions			
Lubrifiants (en tonnes)	6 272	5 215	-16,9%
Emballages (en unités)	243 200	303 720	24,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	8 933	7 050	-21,1%
Effectifs (nombre d'agents)	44	44	0,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	542	511	-5,8%

Source : PIZOLUB

- ***Les gaz industriels***

L'activité de production de gaz industriels a enregistré une contre-performance à la fin de l'année 2014, en raison de la contraction des consommations de l'oxygène, de l'azote liquide et de l'acétylène par les principaux clients, notamment les structures hospitalières et les entreprises pétrolières et parapétrolières. Ainsi, la production a baissé globalement de 8,9% à 631 400 m^3. Dans ces conditions, le chiffre d'affaires a régressé de 13,4% pour un montant de 3,8 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des « gaz industriels »

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Productions (en m^3)	***693 400***	***631 400***	***-8,9%***
Oxygène	272 100	247 100	-9,2%
Azote gazeux	33 200	41 900	26,2%
Azote liquide	346 300	308 800	-10,8%
Acétylène	41 800	33 600	-19,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 431	3 838	-13,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	866	892	3,0%
Effectifs (nombre d'agents)	68	67	-1,5%

Source : Gaboa Air Liquide

II.8.2. Les matériaux de construction

Cette branche s'est caractérisée par des contre-performances, tant sur le plan industriel que commercial. En effet, suite à la fermeture de l'usine de Ntoum, la production de clinker a chuté de 65% pour se situer à 50 237 tonnes, entrainant un fléchissement de 14,8% de la production de ciment.
Parallèlement, la production des agrégats a chuté de 22% à 398 817 tonnes en 2014, en raison du ralentissement des chantiers routiers.
Le chiffre d'affaires a ainsi régressé de 20,4% pour de se situer à 15,6 milliards de FCFA en 2014.

Evolution de l'activité des matériaux de construction

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Productions (en tonnes)			
Clinker	143 475	50 237	-65,0%
Ciments	189 471	161 341	-14,8%
Agrégats	511 612	398 817	-22,0%
Ventes de ciment (en tonnes)	208 218	162 574	-21,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	19 641	15 643	-20,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	4 489	4 127	-8,1%
Effectifs	173	132	-23,7%

Source : Cimaf (Ex-Cimgabon)

Les effectifs ont été réduits à 132 emplois contre 173 personnes en 2013**,** consécutivement à l'arrêt de l'usine de fabrication de clinker de Ntoum dans le cadre de la restructuration de l'entreprise.

II.8.3. La seconde transformation des métaux

La production de tôles s'est affermie de 18% à 2 724,6 tonnes, favorisée par la fermeté de la demande des tôles minces par les ménages et les entreprises de construction.

Cependant, le chiffre d'affaires de la branche est en recul de 4,2% à 11,9 milliards de FCFA, en raison de la baisse d'activité enregistrée dans la chaudronnerie et la construction navale.

La seconde transformation des métaux

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Production de tôles (en tonnes)	2 308,1	2 724,6	18,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	12 380,6	11 864,1	-4,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1 112,9	1 063,6	-4,4%
Effectifs (en nombre d'agents)	165	136	-17,6%

Sources : SOTRALGA, SOGI

La réduction des effectifs de 17,6% à 136 agents permanents, s'est traduite par un repli de 4,4% de la masse salariale.

II.9.LE RAFFINAGE

A fin décembre 2014, les résultats industriels et commerciaux de la Société Gabonaise de Raffinage sont en baisse. En effet, sur le plan industriel, le volume total de brut traité s'est établi à 781 819 tonnes métriques en 2014 contre 805 430 tonnes métriques en 2013, soit un recul de 2,9%, imputable à la grève générale de l'ONEP qui a paralysé la société durant le mois de décembre, conjuguée aux arrêts techniques.

Cependant, afin de satisfaire la demande et combler le déficit structurel en gasoil et butane, la raffinerie a importé un volume de 388 811 tonnes métriques de produits pétroliers raffinés. Toutefois, ce volume est en baisse de 6,4% par rapport à 2013.

Au niveau commercial, hormis le butane et le super carburant, les ventes domestiques et extérieures des autres produits raffinés ont reculé, en raison de la contraction de la demande. En conséquence, le chiffre d'affaires global a régressé de 7,1% pour s'établir à près de 491 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de raffinage

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Total du brut traité (tonnes métriques)	805 430	781 819	-2,9%
Importations totales (tonnes métriques)	415 437	388 811	-6,4%
Ventes de Sogara			
Butane (TM)	33 738	35 974	6,6%
Super (m^3)	103 088	106 910	3,7%
Pétrole lampant (m^3)	41 234	33 032	-19,9%
Turbine fuel 1 (m^3)	61 403	56 983	-7,2%
Gasoil moteur (m^3)	645 479	630 065	-2,4%
Super Export (m^3)	16 486	14 390	-12,72%
Fuel-oil 380	0	111 615	-
Résidu atmosphérique export (TM)	428 252	296 070	-30,9%
Chiffre d'affaires (millions FCFA)	**528 472**	**490 916**	**-7,1%**
Chiffre d'affaires intérieur	377 103	362 916	-3,8%
Chiffre d'affaires export	151 369	128 000	-15,4%

Source: Sogara

II.10.LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

A fin décembre 2014, le secteur énergie a confirmé les performances enregistrées en cours d'année, au regard de l'évolution positive des indicateurs.

II.10.1. L'électricité

La production nette d'électricité a connu une croissance de 4,6%, à la faveur des livraisons de la centrale thermique d'Alenakiri et de la mise en exploitation du barrage du Grand Poubara qui a compensé la baisse de la production de la SEEG (-5,4%). Ainsi, la production consolidée a atteint 2 170 Gwh en 2014 contre 2 075 Gwh en 2013.

Dans le même temps, les volumes facturés ont progressé de 6,1% à 1 659 Gwh, soutenus par la demande sans cesse croissante des ménages et des clients industriels, notamment les industries des secteurs de bois et mines.
En conséquence, le chiffre d'affaires a augmenté de 7,2% par rapport à l'exercice précédent, passant à 164 milliards de FCFA en 2014.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Production nette (en GWh)	**2 075,0**	**2 170,0**	**4,6%**
Production nette SEEG	1 891,0	1 789,0	-5,4%
Achats d'électricité à Telemenia (Lbv)	184,0	381,0	107,1%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	**1 564,0**	**1 659,0**	**6,1%**
Volumes facturés MT hors cession	586,0	627,0	7,0%
Volumes facturés BT hors cession	978,0	1 032,0	5,5%
CA Total hors cession (en millions de FCFA)	**153,0**	**164,0**	**7,2%**

Source: SEEG

II.10.2. L'eau

Dans cette branche, on relève une hausse de 11,3% de la production à 98,6 millions de m^3, imputable à l'amélioration de la desserte en eau avec la mise en service de la nouvelle conduite entre Ntoum et Libreville. Concomitamment, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 2,6%.

Evolution de l'activité de la branche eau

(en milliers de m^3)	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Production nette	88 570,1	98 602,0	11,3%
Ventes hors cession	64 681,9	66 416,0	2,7%
CA hors cession (en millions de FCFA)	23 548,5	24 156,0	2,6%

Source: SEEG

II.11.LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

En 2014, le secteur BTP a connu une baisse de son activité, provenant en grande partie de la déprogrammation des nouveaux projets d'investissements, de l'arrêt ou du ralentissement de certains projets en cours, suite aux retards de paiement de l'Etat (dette intérieure).
Dans ce contexte, la production vendue a chuté de 26,3% pour un chiffre d'affaires consolidé de 292 milliards de FCFA contre 396 milliards de FCFA l'année précédente.

Cette atonie se retrouve principalement dans le segment Bâtiment et Génie civil, soit une baisse de 29%. Cette branche est pénalisée globalement par les retards de paiement de l'Etat qui est le principal client.

L'activité du segment Eau, électricité et téléphone a enregistré un léger frémissement de (+1,5%), soutenu par les travaux de déplacement des réseaux électriques et de remplacement des conduites d'eau sur la route nationale, ainsi que par la demande des opérateurs de téléphonie.

Evolution de l'activité des BTP

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Production (en millions de FCFA), dont :	396 183	292 030	-26,3%
Bâtiment et Génie civil	360 046	255 366	-29,1%
Lignes d'eau, d'électricité, de téléphone	36 137	36 664	1,5%
Masse salariale (en millions de FCFA)	44 538	37 461	-15,9%
Effectifs (nombre d'agents)	6 715	4 350	-35,2%

Sources : Colas Gabon, Sogafric Services, Sogacer, Seteg, Sericom, Faco Construction, Socoba Edtpl, Bouygues Energies et Services, Cgpr, Soco Btp, Lbtpg, Sobea Gabon, Gtab, Sinohydro.

Cette baisse d'activité a induit une réduction des effectifs de 35,2% à 4 350 agents permanents, pour une masse salariale de 37,5 milliards de FCFA.

II.12.LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.12.1. Le transport aérien

Les principaux indicateurs de l'activité du transport aérien ont été mitigés en 2014. Ainsi, les mouvements des avions commerciaux se sont améliorés de 3% pour atteindre 23 297, en raison du dynamisme d'Afric Aviation, d'Air Ivoire, de la Nationale Régionale Transport (NRT), conjugué à l'arrivée de Tropical Air Gabon et d'Allied Air Limited.

Parallèlement, le volume du fret s'est situé à 20 047 tonnes en 2014, soit une progression de 0,6%, consécutive à la bonne tenue d'Allied Air Limited et de Sky Gabon qui a doublé son tonnage de 2013.

Evolution de l'activité du transport aérien

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Mouvements des avions commerciaux	**22 626**	**23 297**	**3,0%**
- Réseau domestique	11 072	12 128	9,5%
- Réseau international	11 554	11 169	-3,3%
Passagers	**1 063 077**	**1 058 361**	**-0,4%**
- Réseau domestique	279 346	304 475	9,0%
- Réseau international	634 279	661 137	4,2%
- Transit	149 452	92 749	-37,9%
Volume du fret (en tonnes)	**19 928**	**20 047**	**0,6%**
- Réseau domestique	1 698	1 757	3,5%
- Réseau international	18 230	18 290	0,3%

Source: ADL

En revanche, le nombre de passagers transportés par voie aérienne est passé de 1 063 077 passagers en 2013 à 1 058 361 passagers en 2014, soit une baisse de 0,4% relative à l'arrêt des dessertes par la compagnie Lufthansa. Cette évolution peut également s'expliquer par les contre performances des compagnies Asky, Camair-Co et Afric-Aviation, ainsi que par le changement de programme de Royal Air Maroc.

II.12.2. Le transport ferroviaire

L'activité ferroviaire s'est tassée en 2014.

En effet, le volume consolidé des marchandises acheminées a baissé de 6,5%, à 4,3 millions de tonnes contre 4,6 millions de tonnes en 2013, en raison de l'atonie observée dans les évacuations de minerais et le transport de Clinker (destiné à la cimenterie),

Parallèlement, le nombre de passagers transportés s'est replié de 8,8% pour s'établir à 202 280 personnes, suite aux incidents techniques survenus sur la voie ferrée.

On note toutefois l'augmentation des volumes de bois grumes et de produits pétroliers transportés.

Au total, le chiffre d'affaires a régressé de 4,5% à 45,4 milliards de FCFA contre 47,5 milliards en 2013.

Evolution de l'activité ferroviaire

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Nombre de passagers	229 592	209 280	-8,8%
Volume global des marchandises (en T)	**4 609 778**	**4 311 575**	**-6,5%**
Grumes	306 695	341 699	11,4%
Bois débités	35 184	31 782	-9,7%
Manganèse	3 959 754	3 646 186	-7,9%
Clinker	19 739	8 149	-58,7%
Produits pétroliers	58 691	63 860	8,8%
Autres marchandises	229 715	219 899	-4,3%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	47 554	45 411	-4,5%

Source: Setrag

II.13 LES TELECOMMUNICATIONS

Les performances commerciales de la branche des télécommunications ont été portées par la forte croissance de l'activité mobile suite au lancement des produits à forte valeur ajoutée (3G et 4G), à l'enrichissement des offres et à l'animation commerciale dans tout le pays. Ainsi, le nombre d'abonnés au GSM s'est accru de 10,7% pour s'établir à 3,3 millions de clients.

Au cours de la période sous-revue, le parc Internet (GSM et ADSL) a continué d'enregistrer une croissance exponentielle, grâce au lancement des offres 3G/4G sur les réseaux de Gabon Telecom et Airtel, tandis que le parc Fixe a baissé de 3,9% du fait de la rationalisation des dépenses de l'Etat.

Toutefois, sous l'effet de la diminution des coûts de la communication liée aux offres promotionnelles, le chiffre d'affaires s'est replié de 1,5% au 31 décembre 2014 à 305,9 milliards de FCFA.

Evolution des télécommunications

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	310,461	305,91	-1,5%
Nombre d'abonnées au mobile (milliers)	2 946,9	3 262,1	10,7%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe (milliers)	19,3	18,5	-3,9%
Nombre d'abonnées à l'Internet GSM (milliers)	535,6	912,3	70,3%
Nombre d'abonnées à l'Internet haut débit (milliers)	9,8	10,6	8,5%

Sources : Gabon Telecom, Airtel Gabon, Moov, Azur, Ems Delta +, Dhl, Tnt Gabon, Boutique Satellite, Gabcel

II.14 LE COMMERCE

II.14.1. Le commerce général structuré

L'activité du commerce général structuré a augmenté de 3,7% en 2014, à 373 milliards de FCFA. Ce raffermissement s'explique par la bonne tenue des segments alimentation, habillement et cosmétique, en liaison avec l'amélioration des revenus de nombreux ménages, notamment les fonctionnaires bénéficiaires de la Prime d'Incitation à la Performance.

Evolution du commerce général structuré

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	359,578	372,992	3,7%

Sources : Ceca-Gadis, SAN, Mbolo, Gabon Meca, Nestlé-Gabon

II.14.2. Le commerce des véhicules neufs

- ***Véhicules utilitaires***

Le nombre de véhicules neufs vendus a reculé de 12,7% à 5 038 unités, du fait de l'annulation des commandes des principaux clients (Etat et sociétés privées) et du recours à la location des véhicules par les sociétés.
Dans ce contexte, le chiffre d'affaires issu des ventes de véhicules neufs s'est contracté de 9,7% à 135,496 milliards de FCFA.

Evolution du commerce des véhicules neufs

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Nombre de véhicules vendus	5 774	5 038	-12,7%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	150,039	135,496	-9,7%

Sources : Toyota, Sodim TP, CFAO, Tractafric Motors, Urai

- ***Véhicules industriels***

Le chiffre d'affaires des véhicules industriels a chuté de 19% en 2014 par rapport à 2013, se situant à 28 milliards de FCFA, en raison de la contraction des commandes des principaux clients industriels compte tenu du contexte économique défavorable (mines, BTP).

Evolution du commerce des véhicules industriels

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	34,772	27,996	-19,5%

Source : Tractafric Equipement

II.14.3. Le commerce des produits pétroliers

En 2014, l'activité des ventes des produits pétroliers a connu un léger retrait de 0,7% des quantités vendues qui se sont établies à 752 787 tonnes métriques. Cette orientation provient de la baisse de consommation du gasoil, notamment sur les deux derniers mois, dans un contexte marqué par l'atonie dans les BTP et les mines, en dépit du renforcement et de la réhabilitation des stations services à travers le territoire. En conséquence, le chiffre d'affaires a baissé de 1,7% à 476,1 milliards de FCFA.

Evolution commerce des produits pétroliers

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	484,6	476,1	-1,7%
Volumes vendus (en tonnes métriques)	758 065	752 787	-0,7%
dont Gasoil	*553 348*	*550 604*	*-0,5%*
Supercarburant	*75 254*	*81 748*	*8,6%*
Kérosène	*54 647*	*48 300*	*-11,6%*

Sources : Groupement Professionnels des Pétroliers (Total Marketing, Petro Gabon, Oilybia, Engen, SGEPP)

II.14.4 .Le commerce des produits pharmaceutiques

L'activité des produits pharmaceutiques a généré un chiffre d'affaires de 54,4 milliards de FCFA, soit une amélioration de 2,5% tirée par la demande en médicaments, en liaison avec l'amélioration du taux de couverture de la CNAMGS et la disponibilité des stocks des produits pharmaceutiques.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	53,086	54,433	2,5%

Sources : Pharma Gabon, Ubipharm Gabon

II.15.LES SERVICES

A fin décembre 2014, l'activité du secteur des autres services a généré un chiffre d'affaires consolidé de 141 milliards de FCFA, en hausse de 3,5% comparativement à l'année précédente.

II.15.1. Les services rendus aux entreprises

Les services rendus aux entreprises ont connu un regain d'activité de 2,1%, pour un chiffre d'affaires de 57,6 milliards de FCFA. Ce raffermissement a été soutenu par la forte demande en conseil management, en expertise comptable et en contrôle et audit.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	56 360	57 567	2,1%

Sources : Deloitte Touche Tohmatsu, Deloitte Juridique et Fiscal, Ernst & Young, Price Waterhouse Coopers, Bureau Veritas Gabon, General Business Machines, Société Gabonaise de Services, Gabon Propre Service, Fiduciaire d'Expertise d'Assistance et Gestion.

II.15.2. Les services rendus aux particuliers

L'activité de la branche des Services rendus aux particuliers s'est consolidée en 2014. Son chiffre d'affaires s'est ainsi accru de 7,8%, passant de 53 milliards de FCFA en 2013 à 56,7 milliards de FCFA en 2014. Cet accroissement est lié à la vitalité des services médicaux, mais aussi des maisons de jeux et de loisirs, qui ont mis en place de nouvelles stratégies marketing.

Evolution de l'activité des services aux particuliers

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	52 533	56 654	7,8%

Sources : Gie GESPARC, Franstel Services Plus, PMUG, Société Gabonaise des Jeux et Loisirs, Société Gabonaise du Grand Casino de Libreville, Compagnie Africaine de Sépulture du Gabon, Gabonaise de Sépulture, SAAF La Colombe, Polyclinique El Rapha, Médical Optique, Staff Gabon, Labo Color.

II.15.3. Les services immobiliers

Le chiffre d'affaires des services immobiliers s'est rétracté de 13,1% à 3,4 milliards de FCFA, en raison de la contraction des transactions locatives et des ventes directes de parcelles.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 956	3 437	-13,1%

Sources : SNI, Agence immobilière Alliance, Agence Immobilière de Libreville, AICI, Agences N°1.

II.15.4. Les services de réparation mécanique

L'activité des services de réparation mécanique a été marquée en 2014 par une faiblesse de la demande en pièces détachées, face à une concurrence des vendeurs informels. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé de ce sous-secteur a reculé de 0,4% à 23,4 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	23 487	23 384	-0,4%

Sources : Gabon Sprint Auto, Pièces Equip'Auto, ECIG, Delmas Petroleum, BIG.

II.16.L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME

A fin décembre 2014, le secteur de l'hôtellerie a enregistré dans sa globalité une activité moins performante qu'en 2013. Ainsi, le nombre des clients ayant séjourné dans les hôtels de classe internationale a reculé de 3,5%, induisant une perte de 3,1 points au taux d'occupation des chambres qui s'est établi à près de 57%.
Cette évolution est la conséquence de la baisse d'activité dans certains secteurs, de l'occupation des chambres sous forme de package par des groupes et de la demande croissante des suites.

Evolution de l'activité hôtelière

	Fin décembre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	75 726	81 706	7,9%
Chambres occupées (en nombre)	146 098	141 022	-3,5%
Taux d'occupation (en %)	60,09	56,99	-3,10 pts
Prix Moyen/chambre (FCFA)	125 541	133 302	6,2%

Sources : Rê- ndama, Okoumé p, Onomo, Résidence du phare, Nomad, Etoile d'or, Héliconia, Boulevard, Mandji

Cependant, le chiffre d'affaires a augmenté de près de 8% pour se situer à 81,7 milliards de FCFA contre 75,7 milliards en 2013, en raison de la hausse des tarifs moyens des chambres et de l'expansion des activités de la restauration collective.

II. 17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

II.17-1 La situation du bilan

Le total agrégé des bilans s'est situé à 2 407 milliards de FCFA, en progression de 1,3% en variation annuelle. Cette faible évolution par rapport à l'année précédente à la même période (6,5%) reflète la baisse de l'activité d'intermédiation qui a souffert du ralentissement du secteur réel.

II.17-2 Les opérations avec la clientèle

II.17.2.1.les ressource collectées

A fin décembre 2014, le total des ressources collectées a augmenté de près de 2,6% à 2 107,7 milliards de FCFA contre 2 055,1 milliards de FCFA un an plus tôt. Les ressources à vue (comptes à vue et comptes d'épargne sur livrets) ont enregistré une baisse de 4,6% à 1 227 milliards de FCFA par rapport à décembre 2013. Elles représentent 58,2% du total des dépôts collectés contre 62,6% une année plus tôt. Ce repli est consécutif aux tensions de trésorerie des entreprises qui ont puisé dans leurs réserves pour maintenir leur niveau d'activité.

Les ressources à terme, constituées pour l'essentiel des comptes à terme, se sont établies à 742,8 milliards de FCFA, en hausse de 9,6% par rapport au niveau atteint en décembre 2013. Elles ont représenté 35,3% du total des dépôts contre près de 33% une année avant. Cette hausse est expliquée par le besoin de couverture à long terme des agents économiques dans un environnement marqué par une baisse des cours de pétrole.

Evolution des ressources par type de comptes (en millions de FCFA)

Types de comptes	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	VAR 2014/2013
Comptes à vue	1 168 539	1 285 834	1226677	-4,60%
Compte à terme	664 732	677 638	742874	9,63%
Comptes de dépôts à régime spécial	16 755	19 954	19800	-0,77%
Autres comptes	69 492	64 038	109825	71,50%
Dettes rattachées	8 163	7 726	8533	10,45%
TOTAL DES DEPOTS	**1 927 681,00**	**2 055 190**	**2 107 709**	**2,56%**

Sources : COBAC, Banques et DGEPF

Les dépôts publics se sont consolidés de 42,8% à 253,78 milliards de FCFA. Leur part reste marginale par rapport au total des dépôts enregistrés sur la période (12%). Les dépôts des entreprises publiques ont suivi la même tendance haussière. Ils ont augmenté de 21,7% en glissement annuel et se sont établis à 66,8 milliards de FCFA.

Les dépôts du secteur privé non financier ont reculé d'environ 4,5% par rapport à décembre 2013. Ils se sont chiffrés à 1 631 milliards de FCFA contre 1 777 milliards de FCFA en 2013. Ce recul est consécutif aux tensions de trésorerie des entreprises liées à la chute des cours du baril de pétrole et au retard de paiement des marchés publics.

Evolution des dépôts par type de déposants (en millions de FCFA)

Dépôts de la clientèle	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	VAR 2014/2013
Dépôts publics	122 954	177 689	253780	42,82%
Dépôts des entreprises publiques	109 640	54 863	66788	21,74%
Dépôts privés	1 574 320	1 707 240	1630990	-4,47%
dépôts des non résidents	43 113	43 632	37790	-13,39%
dépôts non ventilés	77 655	71 764	118358	64,93%
TOTAL DES DEPOTS	**1 927 682**	**2 055 188**	**2 107 709**	**2,56%**

Sources : COBAC, Banques et DGEPF/

II.17.2.2 Les crédits distribués

Le total des crédits bruts distribués a faiblement varié entre 2013 et 2014 (+1%) à 1760,2 milliards de FCFA.

Les crédits à l'Etat se sont consolidés à 43,6% traduisant un renforcement de la position nette débitrice de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire primaire. Ils se sont chiffrés à 400 milliards de FCFA et représentent 22,7% du total des crédits contre 16% en décembre 2013. Cette hausse de l'endettement de l'Etat auprès du système bancaire est en rapport avec la souscription par les banques des BTA émis par l'Etat sur la période sous revue.

Les crédits au secteur privé non financier d'une valeur de 1259 milliards FCFA ont suivi la même tendance haussière (+ 2%). Ils ont représenté 71,5% du total des crédits à fin décembre 2014 contre 71,2% à fin décembre 2013.

A l'inverse, les crédits octroyés aux entreprises publiques ont chuté de près de 50% pour s'établir à 43 milliards de FCFA (soit 2,5% du total des crédits distribués) contre 86,5 milliards FCFA un an plus tôt. L'augmentation des engagements de l'Etat auprès des banques primaires a créé un effet d'éviction des entreprises publiques.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en millions de FCFA)

Crédits distribués	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	VAR 2014/2013
Crédits à l'Etat	309 446	278 533	400030	43,62%
crédits aux entreprises publiques	40 919	86 540	43386	-49,87%
Crédits au secteur privé	1 051 593	1 234 641	1259370	2,00%
Crédits aux non résidents	43 756	79 853	43293	-45,78%
Autres créances	17 102	63 148	14105	-77,66%
TOTAL CREDITS BRUTS	**1 462 816**	**1 742 715**	**1 760 184**	**1,00%**

Sources : COBAC, Banques et DGEPF

Sur le plan de la conformité avec les normes prudentielles, six (6) banques ont disposé de fonds propres nets suffisants pour respecter l'ensemble des règles assises sur cet agrégat au 31 décembre 2014 (contre 5 banques l'année précédente).

Les normes prudentielles respectées par le plus grand nombre de banques sont celles se rapportant au coefficient de transformation, au rapport de liquidité, à la limitation de la somme des grands risques, à la couverture des risques par les fonds propres nets et à la représentation du capital minimum.

Les normes relatives aux engagements sur les apparentés, à la couverture des immobilisations par les ressources permanentes et à la limitation des risques encourus sur un même bénéficiaire constituent celles à l'égard desquelles on observe le plus grand nombre de banques en infraction.

II. 18 LES ACTIVITES DE MICROFINANCE

A fin décembre 2014, l'évolution de l'activité des établissements de microfinance (EMF) enregistre une hausse par rapport au trimestre précédent.

II.18-1 la configuration du secteur

A fin décembre 2014, le secteur compte neuf (9) EMF dont deux (2) établissements de première catégorie et sept (7) de deuxième catégorie.

Configuration du secteur

indicateurs	**31/12/2013**	**31/12/** 2014
Nombre d'EMF	9	9
Nombre d'agences	53	58
Libreville	NC	49
Franceville	NC	3
Port-Gentil	NC	4
Oyem	NC	2

Sources : EMF, CNPM

II.18-2 La couverture géographique et la clientèle des EMF

Le nombre d'agences et points de vente a connu un raffermissement de 9,4% en 2014, en raison de l'extension des activités des établissements Finam SA, Express-Union et Loxia. Toutefois, l'offre de services financiers reste très majoritairement concentrée sur Libreville.

Evolution des usagers et des effectifs

Nombre	**31/12/2013**	**31/12**/2014	**Var 14/13**
usagers	98 358	106 736	8,5%
effectifs	388	447	15,2%

Source : établissements de microfinance/Cellule Microfinance

Le nombre de clients a progressé de 8,5% pour s'établir à 106 736 comptes, du fait de l'extension des réseaux.

S'agissant de l'emploi, les effectifs ont atteint 447 agents contre 388 agents en décembre 2013, soit une hausse de 15,2%, suite aux nouveaux recrutements en vue de faire fonctionner les nouvelles agences.

II.18.3. Capitaux propres et intermédiation financière

Evolution des ressources et des emplois en milliards de FCFA

	31/12/2013	**31/12/** 2014	Var 14/13
Fonds propres	4,15	**4,59**	10,6%
Encours de dépôts	32,17	**34,50**	**7,2%**
Encours de crédits	21,17	**22,85**	**7,8%**

Source : établissements de microfinance/Cellule Microfinance

Les fonds propres de l'ensemble des établissements de microfinance se sont chiffrés à 4,59 milliards de FCFA au 31 décembre 2014 contre 4,15 milliards de FCFA à fin décembre 2013, soit une hausse de 10,6%. L'amélioration de la situation financière de plusieurs EMF explique cette évolution. Toutefois, les EMF de première catégorie restent sous capitalisés.

Parallèlement, l'encours des dépôts a progressé de 7,24% passant de 32,17 milliards de FCFA en 2013 à 34,50 milliards de FCFA à fin décembre 2014. Cette performance est consécutive au relèvement du taux de bancarisation. On note toutefois, une prédominance des dépôts à vue qui représentent près de 80% des dépôts collectés.

Les crédits à la clientèle se sont élevés à 22,85 milliards contre 21,17 milliards de FCFA au cours de la même période en 2013, soit une hausse de 7,8%.

II.19 LE SECTEUR ASSURANCE

L'activité de l'assurance s'est renforcée, avec une consolidation de 3% du chiffre d'affaires à 27,1 milliards de FCFA après 26,3 milliards de FCFA à la même période en 2013. Cette embellie résulte de l'activité de la branche non Vie qui a enregistré une hausse de 5,8%.

Toutefois, les sociétés ont été confrontées à des difficultés majeures d'encaissements liées à l'annulation des primes non recouvrées à fin décembre 2014. A cela s'ajoute l'interdiction, conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de la CIMA, de vendre des contrats à crédit, et la perte de certains contrats importants passés avec l'Etat ou les entreprises, suite à la suspension de certains chantiers.

II.19.1.La Branche Non Vie

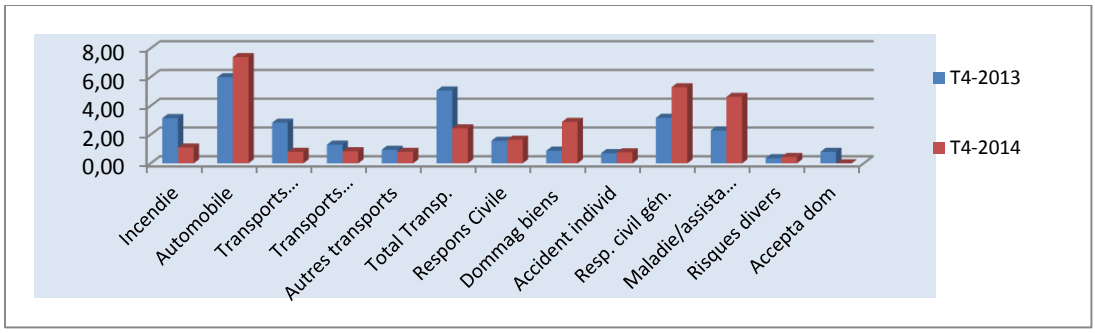
Le chiffre d'affaires de la Branche non vie, qui englobe 81% des émissions du secteur, s'est raffermi de 5,8% pour s'établir à 22 milliards de FCFA contre 20,8 milliards un an plus tôt. Cette évolution est tributaire de la bonne tenue des segments automobile (+34%), responsabilité civile générale (+24%) et maladie/assistance (+21%).

Les émissions du segment de l'Automobile se sont situées à 7,4 milliards de FCFA contre 6 milliards de FCFA en 2013, soit une hausse de 23,3%.

Dans le même temps, les performances du segment Responsabilité civile générale se sont améliorées. Les primes collectées se sont chiffrées à 5,3 milliards de FCFA contre 3,1 milliards de FCFA, soit une progression de 71% sur la période.

Le segment de l'Assurance/maladie a poursuivi sa croissance, avec une collecte de 4,6 milliards de FCFA après 2,3 milliards un an plus tôt. Cette évolution est consécutive à l'établissement des nouveaux contrats liés aux actes médicaux.

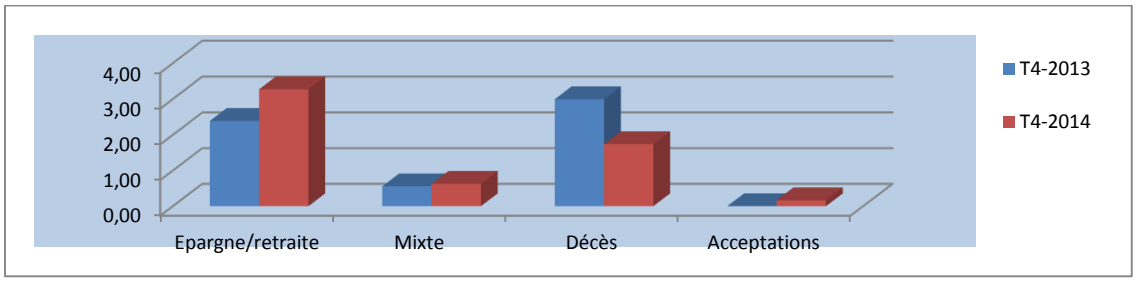
Chiffre d'affaires de la branche non-vie aux 4ème Trimestres 2013 et 2014



II.19.2.La Branche Vie

Elle représente 19% des émissions du secteur. Au quatrième trimestre 2014, l'activité a enregistré une baisse de 7% à 5,1 milliards de FCFA par rapport à la même période en 2013. Cette contraction résulte essentiellement de la perte de certains contrats dans les segments Epargne/retraite (-3,5% à 3,3 milliards de FCFA) et décès (-42% à 1,7 milliard).

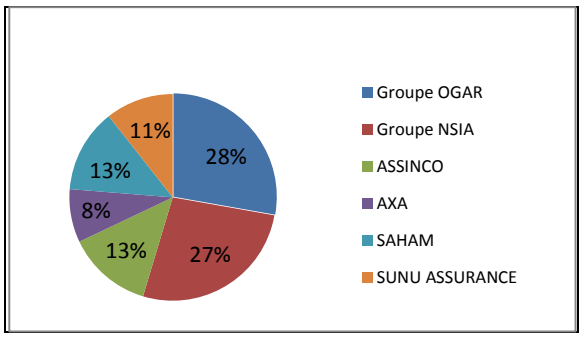
Chiffre d'affaires de la branche Vie aux 4ème Trimestres 2013 et 2014
(en milliards de Fcfa)



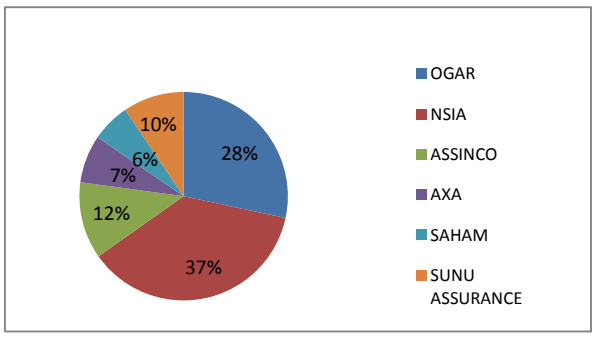
II.19.3 Répartition des parts de marché par compagnie

Trois grandes compagnies ont dominé le marché des assurances au quatrième trimestre 2014 : Le groupe NSIA (37%), le groupe OGAR (28%) et ASSINCO (13%) qui ont représenté 68% de l'ensemble du secteur.

Parts de marché au 4ème trimestre 2013



Parts de marché au 4ème trimestre 2014



Les Sinistres réglés

Le coût global des sinistres payés a été de 15,3 milliards de FCFA après 9,4 milliards de FCFA à la même période en 2013, soit une hausse de 62,8%. L'amélioration du paiement des sinistres en non Vie explique cette évolution.

Dans le volet Non Vie, les compagnies d'assurance ont versé 12,5 milliards de FCFA à fin décembre 2014 contre 7,1 milliards de FCFA à la même période en 2013. Parallèlement, le montant global des sinistres réglés dans le volet Vie a cru de 21,7% à 2,8 milliards de FCFA en 2014.

Tableau récapitulatif des opérations des compagnies d'assurance

en milliards de FCFA	Chiffre d'affaires		%	Parts de marché %	Sinistres réglés		%
Branches	**T4-13**	**T4-14**	**T4-14/T4-13**	**T4-14**	**T4-13**	**T4-14**	**T4-14/T4-13**
Non Vie	20,8	22	5,8	81	7,1	12,5	76,1
Vie	5,5	5,1	-7,0	19	2,3	2,8	21,7
Total	26,3	27,1	3,0%	100	9,4	15,3	62,8

Source : les compagnies d'assurance.

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES A FIN DECEMBRE 2014

III.1- PRODUIT INTERIEUR BRUT EN 2014

A fin décembre 2014, la reprise dans les économies développées, d'une part, et une croissance modérée dans les pays émergents, d'autre part, ont contribué à maintenir un environnement international relativement favorable à l'activité économique.

Sur le plan interne, la chute du cours du baril au dernier semestre et la baisse de la demande publique ont contribué au ralentissement de l'activité économique nationale : une baisse de 0,8% des exportations de manganèses, de 0,3% de la production pétrolière et de 10,3% du prix du baril de pétrole gabonais.

Dans ce contexte, le taux de croissance du PIB est estimé à 4,3% en 2014 contre 5,6% en 2013, soutenu par le secteur hors pétrole (+5%) malgré la baisse continue de l'activité dans le secteur pétrolier (-0,3%).

Tableau n°1 : Evolution du taux de croissance

	2012	2013	2014
PIB total	**5,3%**	**5,6%**	**4,3%**
PIB pétrole	-4,2%	-5,3%	-0,3%
PIB hors pétrole	7,0%	7,5%	5,0%

Source : DGEPF

III.1.1 Le PIB offre

En 2014, tous les secteurs d'activités ont contribué positivement à la croissance : le secteur primaire en hausse de 1,7%, a contribué pour 0,3% à la croissance ; le secteur secondaire a progressé de 1,8% pour une contribution de 0,4% à la croissance et le secteur tertiaire a cru de 6,2% et a contribué pour 2% à la croissance économique.

La hausse de l'activité dans le secteur primaire s'explique essentiellement par l'accroissement des activités de la branche « Exploitation forestière» (+21,5%), favorisé par l'augmentation du nombre de concessions forestières et la demande des industries du bois. Elle provient également de la progression de l'activité dans la branche « Agriculture, élevage, pêche » (+7,1%) liée essentiellement à la poursuite du programme d'assistance technique aux coopératives agricoles de la BAD, au développement de l'agriculture péri urbaine et aux activités de pêche industrielle (création de la Tropical Holding, hausse des campagnes de pêches).

Toutefois, la croissance du secteur primaire a été atténuée par le repli des secteurs pétrolier (-0,3%) et minier (-6,8%).

En 2014, la hausse des activités du secteur secondaire (+1,8%) s'explique notamment par le raffermissement des activités des branches des industries du bois (+28,5%), des industries agro-alimentaires (+14,5%), et de la branche « Electricité et Eau » (+12,8%). Cette

progression a été observée en dépit de la contraction des activités des « Bâtiments et Travaux Publics » (-10,8%).

L'affermissement de l'activité des industries du bois, quant à elle, se justifierait par la bonne tenue de la demande extérieure et un meilleur approvisionnement des usines en grumes.

Les performances de la branche agro-industrie seraient liées pour leur part, à la hausse de la consommation des segments suivants : bières (+23,5%), eau minérale (+22%) et boissons gazeuses (+10,9%). Les performances de la branche « Electricité et Eau » s'expliqueraient essentiellement par la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution.

En revanche, le ralentissement observé dans le secteur secondaire provient essentiellement du repli de l'activité dans la branche « Bâtiments et Travaux Publics » (-10,8%). Cette évolution est imputable au retard accusé dans l'exécution de certains travaux de construction, notamment certains projets initiés par l'Etat.

Dans le même temps, les progrès enregistrés par le secteur tertiaire découleraient principalement des résultats obtenus par les branches « Transports et communications » (+8,3%), « Banques et assurances » (+8,5%), et « Services » (+4,7%).

III.1.2.Le PIB demande

A fin 2014, l'activité a été soutenue par la demande intérieure (+1,4%). Cette évolution est imputable à l'accroissement de la consommation totale (+5,9%), notamment celle des ménages (+6,6%).

Les mesures de lutte contre la vie chère, les recrutements dans la fonction publique (Forces de Sécurité, Education, Santé) et l'instauration de la Prime d'Incitation à la Performance ont constitué un soutien à la consommation finale des ménages. En revanche, l'investissement total a baissé de 6,7%, suite à la diminution du budget d'investissement de l'Etat (-39,3%).

III.2. LES PRIX A LA CONSOMMATION

Comparativement à 2013, l'année 2014 a été marquée par un regain de tensions inflationnistes. Ainsi, le taux d'inflation (mesuré par l'indice harmonisé des prix à la consommation, IHPC), s'est établi à 4,7% en 2014 contre 0,5% en 2013. Cette hausse du niveau général des prix résulte essentiellement des évolutions des prix sur les postes à forte pondération. Ainsi, la hausse des prix des produits alimentaires de grande consommation a été importante (+2,6%).

Outre les prix des produits alimentaires, le niveau observé des prix a été à la hausse au niveau des fonctions suivantes: « Meubles, articles de ménage et entretien » (+11,5%), « Articles d'habillement et chaussures » (+9,8%), « Logements, eau, gaz, électricité » (+7,0%) « Transports » (+4,8%), « Loisirs et cultures » (+4,6%), « Restaurants et hôtels » (+3,6%) et « Communications » (+2,3%).

La tendance baissière des prix des boissons alcoolisées et tabacs (-1,7%) et du poste « Santé » (-2,9%) n'ont pas eu d'impact significatif sur cette évolution.

En somme, l'évolution des prix à la consommation est au-dessus de la norme communautaire de la CEMAC (≤ 3%).

Regroupements	Pond	Janvier à décembre					
		2012	2013	2014	Moyenne (%)		
					2012	2013	2014
Indice global	10000	122,1	122,1	127,8	2,7	0,5	4,7
Produits alimentaires et boissons non alcool..	3291	132,1	132,1	135,5	5,7	-0,4	2,6
Pains et céréales	673	123,5	123,5	124,8	-1,4	0,6	1,0
Viandes	720	123,0	123,0	129,4	6,4	-5,1	5,2
Poissons et fruits de mer	446	158,9	158,9	179,0	11,6	-4,4	12,7
Lait, fromage et œufs	243	119,1	119,1	122,0	1,3	1,1	2,4
Huiles et graisses	183	133,5	133,5	129,5	20,6	-1,1	-3,0
Légumes et tubercules	534	148,6	148,6	147,3	7,7	5,9	-0,8
Boissons alcoolisées et tabac	185	119,7	119,7	117,7	0,3	2,9	-1,7
Articles d'habillement et chaussures	794	105,4	105,4	115,7	2,7	1,5	9,8
Logement, eau, gaz, électricité….	2053	131,0	131,0	140,2	0,5	2,2	7,0
Meubles, articles de ménages, entretien…	561	106,2	106,2	118,4	0,5	4,6	11,5
Santé	357	122,4	122,4	118,9	-0,1	1,2	-2,9
Transports	990	121,2	121,2	127,0	4,8	-1,1	4,8
Communications	355	101,1	101,1	102,9	-3,8	-10,0	1,8
Loisirs et cultures	503	102,4	102,4	107,1	2,0	0,9	4,6
Enseignement	170	105,9	105,9	106,1	-6,2	9,8	0,2
Restaurants et hôtels	466	120,3	120,3	124,6	3,1	0,8	3,6
Biens et services divers	275	97,7	97,7	99,4	-4,7	0,1	1,7

Source : DGS/DGEPF

III.3 L'EMPLOI ET LES SALAIRES

III.3.1. L'emploi

En 2014, l'emploi dans le secteur moderne a connu une hausse de 2,6% à 183 396 agents contre 178 785 agents en 2013. Cet accroissement est imputable à l'augmentation des effectifs aussi bien dans le secteur public que dans le privé.

III.3.1.1 L'emploi dans le secteur public

L'emploi dans le secteur public a légèrement augmenté (+0,6%), passant de 106 999 agents en 2013 à 107 644 en 2014, suite au renforcement des effectifs de la fonction publique, en dépit de la baisse observée dans la MONP et les collectivités locales.

En effet, les effectifs de la fonction publique ont progressé de 5,7% pour s'établir à 86 555 agents. Cette hausse provient du recrutement de 1 248 agents dans l'Administration Générale (+12,3%), de 2 632 agents dans l'Education (+11,8%), de 877 agents dans l'Administration Sociale (+7,9%), malgré une contraction de 817 agents dans les Administrations Economiques (-9,7%).

Toutefois, les effectifs de la Main-d'œuvre Non Permanente (MONP) à l'intérieur du pays ont régressé de 31,9%, résultant en partie de l'opération de bancarisation des agents publics et du changement de statut de certains (de moniteurs à fonctionnaires).

Quant aux collectivités locales, leurs effectifs ont reculé de 2,8% en raison du gel des embauches et des départs.

Evolution des effectifs du secteur public

Désignation	2012	2013	2014	14/13	Poids en % 2014
Secteur public	100 442	106 999	107 644	***0,6%***	59%
Fonction publique	79 363	***81 888***	***86 555***	***5,7%***	47%
MONP	15 436	18 715	14 870	-20,5%	8%
Libreville	4 895	5 453	5 843	7,2%	3%
Intérieur	10 541	13 262	9 027	-31,9%	5%
Collectivités locales	5 643	6 396	6 219	-2,8%	3%

Sources : DGB, (*) estimations DGEPF

III.3.1.2 La répartition de l'emploi public à fin décembre 2014

A fin décembre 2014, les effectifs de la fonction publique ont progressé de 5,7% pour s'établir à 86 555 agents. L'ajustement de l'emploi dans le secteur public par le Gouvernement a été, essentiellement, le fait de certains recrutements, notamment, de 1 248 agents dans l'Administration générale (+12,3%) dont 757 octroyés aux forces de sécurité (Intérieur et Sécurité Pénitentiaire), de 2 632 agents dans l'éducation (+11,8%), de 877 agents, dans les administrations sociales (+7,9%), en dépit d'une contraction de 817 agents dans les administrations économiques (-9,7%).

Toutefois, les effectifs de la main-d'œuvre non permanente (MONP) à l'intérieur du pays ont régressé de 31,9%, suite à l'opération de bancarisation des agents publics et au changement de statut de certains (de moniteurs à fonctionnaires)..

Par ailleurs, les effectifs des collectivités locales ont reculé de 2,8% en raison de la suspension des embauches et des départs.

Variation des effectifs par département

Désignation	2012	2013	2014	Var 14/13
Fonction publique	**79 363**	**81 888**	**86 555**	**5,7%**
Pouvoirs publics	22 631	24 570	25 200	2,6%
Adm, Générale	10 759	10 111	11 359	12,3%
Adm, Economiques	7 516	8 437	7 620	-9,7%
Adm, du Développement	4 143	4 062	4 102	1%
Adm, des Transports	1297	1304	1 317	1%
Adm de l'Education	21 804	22 286	24 918	11,8%
Adm, Sociales	11 083	11 046	11 923	7,9%
Autres	130	72	116	61,1%
MONP	**15 436**	**18 715**	**14 870**	**-20,6%**
Libreville	4 895	5 453	5 843	7,2%
Intérieur	10 541	13 262	9 027	-31,9%
Collectivités locales	**5 643**	**6 396**	**6 219***	**-2,8%**
Total	**100 442**	**106 999**	**107 644**	**0,6%**

*Sources : DGB*estimation DGEPF*

III.3.1.3 L'emploi dans les sociétés

A la fin de l'année 2014, le nombre de salariés des sociétés s'est élevé à 75 752 contre 71 786 en 2013, soit une augmentation de 5,5%. Cette variation est essentiellement liée aux créations d'emplois dans l'« Agriculture-élevage-pêche », par le Groupe OLAM, notamment à Mouila, les « Mines » par les entreprises Comilog et Ressources Gold Gram Gabon et le secteur « bois ».

En revanche, d'autres branches ont enregistré des baisses de leurs effectifs, notamment dans les Autres industries et les BTP.

III.3.2. Les salaires

En 2014, la masse salariale du secteur public a atteint 662,5 milliards de FCFA contre 576,8 milliards de FCFA en 2013. Cette augmentation de 14,9% se justifie par l'accroissement de la solde permanente et par l'instauration de la Prime d'Incitation à la Performance (PIP), malgré

la baisse de la masse salariale de la Main d'œuvre Non Permanente (-50,6%) et « collectivités locales » (-7,9%).

En effet, les traitements et salaires versés aux agents de l'Etat à fin décembre 2014 ont crû de 3,6% par rapport à 2013 à la même période, passant de 489,6 milliards de FCFA à 507,2 milliards de FCFA. Cette évolution est la résultante de plusieurs facteurs, notamment, les recrutements, la régularisation des situations administratives et les glissements catégoriels. Il convient de noter que les pouvoirs publics et l'éducation ont représenté, respectivement 30% et 29% de la masse salariale de la solde permanente en fin décembre 2014.

En 2014, le Gouvernement a décidé d'octroyer une Prime d'Incitation à la Performance (PIP) aux agents de l'Etat, dont l'enveloppe globale est estimée à 102 milliards de FCFA, contribuant ainsi à la progression significative de la masse salariale dans le secteur public.

En revanche, la masse salariale de la Main d'œuvre Non Permanente (MONP) et celle des collectivités locales ont régressé, respectivement de 50,6% et 7,9%, pour s'établir à 31,2 milliards de FCFA et 22,1 milliards de FCFA. Cette variation s'explique essentiellement par une forte diminution des effectifs des agents des deux catégories.

Evolution de la masse salariale

En milliards de FCFA	2012	2013	2014	Var 14/13
Secteur public	**539,9**	**576,8**	**662,5**	**14,9%**
Solde permanente	467,9	489,6	507,2	3,6%
M.O.N.P	46,6	63,2	31,2	-50,6%
Autres (PIP)			102,0*	
Collectivité locales	25,4	24	22,1	-7,9%

Sources: DGB, DGST

III.4 LE COMMERCE EXTERIEUR

Au terme de l'année 2014, la structure des échanges du Gabon avec le reste du monde demeure quasi-inchangée: le pétrole demeure la principale source de devises du pays, représentant près de 90% des recettes. Pour leur part, les importations restent dominées par les biens d'équipement et intermédiaires.

Evolution du commerce extérieur (en milliards de FCFA)

	2012	2013	2014	Var 14/13
Exportations totales	4903,0	4671,9	4190	-10,3%
Importations totales	1860,2	1924,2	1825,5	-5,1%
Solde commercial	3042,8	2747,7	2364,5	-13,9%
Taux de couverture	263,6%	242,8%	229,5%	

Source : DGDDI

III 4.1. L'évolution des exportations en valeur

Etablies à 4 671,9 milliards de FCFA en 2013, les exportations en valeur ont baissé de 10,3% en 2014, du fait du repli des ventes des deux principaux produits, le pétrole et le manganèse, respectivement, de 11,2% et de 17,9%.

En effet, après avoir atteint 115 dollars américains (USD) au mois de juin 2014, le prix du baril de brut de mer du Nord (Brent), référence du brut gabonais, a plongé au deuxième semestre. Cette chute s'est intensifiée vers la fin du mois de novembre, suite à la décision de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), confrontée à la concurrence du pétrole de schiste des Etats-Unis, de ne pas soutenir les prix à travers une politique de régulation de la production.

En conséquence, à fin de décembre, le prix de référence du brut gabonais est passé sous la barre des 60 USD, un niveau jamais atteint depuis cinq ans et demi.

Evolution des exportations gabonaises

Libellé	2012	2013	2014	Var 14/13	Poids 14/13
Pétrole brut	4286,6	4055,3	3602,6	-11,2%	86,0%
Produits dérivés du pétrole	190,5	151,7	176,3	16,2%	4,2%
Manganèse	74,9	89,2	73,2	-17,9%	1,7%
Or sous forme brute	17	22,5	21,4	-4,9%	0,5%
Bois en grumes	0,003	0,029	0,274	-	0,0%
Bois sciés et ouvrages	165,9	159,5	193,6	21,4%	4,6%
Caoutchoucs naturels	35	31,5	17,4	-44,8%	0,4%
Bières	0,352	0,26	0,306	17,7%	0,0%
Tabacs	8,9	3,6	0,6	-83,3%	0,0%
Cacao en fèves et brisures bruts	0,09	0,08	0,06	-25,0%	0,0%
Café	0,01	0,009		-100,0%	0,0%
Eaux minérales naturelles	0,04	0,042	0	-100,0%	0,0%
Huile de palme	0,07	0	0,073	-	0,0%
Poissons et produits de la pêche	2,1	1,7	1,8	5,9%	0,0%
Ciments	1,4	2,6	2,1	-19,2%	0,1%
Autres	120	154	100,3	-34,9%	2,4%
Exportations totales	**4903,0**	**4671,9**	**4190**	**-10,3%**	**100,0%**

Source : DGDDI

III.4.2 L'évolution des importations en valeur

Le montant consacré par le Gabon aux importations de marchandises a diminué de 5,1% entre 2013 et 2014, passant de 1924,2 milliards de F.cfa à 1825,5 milliards de F.cfa. Cette évolution s'explique en grande partie par une réduction des commandes de biens d'équipement par rapport à celles et des biens de consommation finale.

En effet, la valeur des importations en valeur des biens d'équipement a reculé de 129,3 milliards de F.cfa (soit une variation de -16%), et la demande de biens de consommation finale de 18,9 milliards de F.cfa (soit - 3,7%).

L'évolution des commandes de biens d'équipement est imputable au repli des achats extérieurs de biens correspondant au poste « Outillages, machines, appareils mécaniques », d'un montant de 60,4 milliards de FCFA (soit -16,6%) à fin décembre 2014 par rapport à 2013 à la même période.

A cette évolution, il convient d'ajouter celle des achats d'appareils mécaniques, des véhicules, conséquence de la mesure gouvernementale interdisant la vente de véhicules de plus de trois ans. En 2014, le Gabon a importé pour 109,8 milliards de F.cfa de véhicules contre 151,6 milliards de F.cfa en 2013, ce qui correspond à une baisse de 27,6%.

Pour leur part, les importations de biens de consommation finale ont reculé de 18,9 milliards de F.cfa (soit un taux de variation de 3,7%), en raison, notamment, d'une diminution de l'ordre de 14,2 milliards de F.cfa des commandes de biens alimentaires (hors boissons). Cette évolution traduit l'amélioration de l'approvisionnement du marché national par des biens alimentaires produits localement, résultat des mesures incitatives gouvernementales prises dans le cadre de lutte contre l'insécurité alimentaire au Gabon notamment dans les domaines de l'élevage, de l'agriculture et de la pêche.

Enfin, les commandes de produits de consommation intermédiaire accusent une progression de 8,2%, tirée par les importations de produits destinés aux opérateurs chargés de la distribution d'énergie.

Evolution des importations à fin décembre

En milliards de francs CFA	**2012**	**2013**	**2014**	**Var14/13**	**Poids 2014**
Biens de Consommation Finale	**457,8**	**508,8**	**489,9**	**-3,7%**	**26,8%**
dont Produits alimentaires	*277,6*	328,6	314,4	-4,3%	17,2%
et Boissons	*22,5*	*25,6*	*24,9*	-2,7%	1,4%
Biens d'équipement	**750,4**	**810,2**	**680,9**	**-16,0%**	**37,3%**
Biens intermédiaires	***651,9***	***605,2***	***654,6***	**8,2%**	**35,9%**
dont Energie	*189,8*	*171,8*	*217,5*	26,6%	11,9%
Importations totales	**1 860,2**	**1924,2**	**1825,5**	**-5,1%**	**100,0%**

Source : DGDDI

III.4.3. Le partenariat économique à fin décembre 2014

La Chine est le premier partenaire du Gabon. En effet, depuis 2014, elle occupe la première place avec un volume d'échanges estimé à 782,9 milliards de FCFA contre 548,2 milliards de FCFA en 2013. Elle est suivie par la France (544,5 milliards de FCFA contre 781,4 milliards de FCFA) et des Etats-Unis (418,1 milliards de FCFA contre 633,8 milliards de FCFA).

III.4.3.1. Les principaux fournisseurs

Par pays

Avec 25% des achats gabonais, la France a occupé la première place en tant que fournisseur, suivie de la Belgique (15%), de la Chine (9,0%) et des Etats Unis (6,4%).

Evolution des achats gabonais par pays à fin décembre

En milliards de FCFA	Valeurs			Poids			Var 14/13
	2012	2013	2014	2012	2013	2014	
France	610,3	531,0	458,9	32,8%	27,6%	25,1%	-13,6%
Belgique	244,0	313,3	278,2	13,1%	16,3%	15,2%	-11,2%
Chine	143,4	165,4	164,0	7,7%	8,6%	9,0%	-0,8%
Etats-Unis	123,6	145,0	116,7	6,6%	7,5%	6,4%	-19,5%
Togo	60,3	37,4	93,6	3,2%	1,9%	5,1%	150,2%
Italie	62,1	52,1	56,4	3,3%	2,7%	3,1%	8,3%
Pays Bas	40,8	54,3	55,1	2,2%	2,8%	3,0%	1,6%
Espagne	25,7	37,2	38,2	1,4%	1,9%	2,1%	2,7%
Afrique du Sud	32,8	38,2	36,3	1,8%	2,0%	2,0%	-4,9%
Allemagne	26,4	30,8	35,0	1,4%	1,6%	1,9%	13,7%
Total 10 premiers fournisseurs	***1 369,4***	***1 404,7***	***1 332,6***	***73,6%***	***73,0%***	***73,0%***	-5,1%
Autres	490,83	519,47	492,97	26,4%	27,0%	27%	-5,1%
Importations totales	**1 860,2**	**1 924,2**	**1 825,5**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	

Source : DGDDI

Il convient de relever, parmi les 10 premiers fournisseurs du Gabon, la présence d'un pays africain, le Togo. Ce dernier, avec 93,6 milliards de F.cfa (5,1% des commandes du Gabon) a occupé le cinquième rang de ce classement.

Par continent

L'Europe demeure le principal fournisseur du Gabon : 56% des importations du Gabon proviennent de ce continent. Par ordre d'importance, elle est suivie de l'Asie (18,7%), l'Afrique (15,4%) et l'Amérique (9,7 %).

Evolution des achats Gabonais par continent à fin décembre

En milliards de FCFA	Valeurs			Poids			Var 14/13
	2012	2013	2014	2012	2013	2014	
AFRIQUE	216,4	190,5	280,6	11,6%	9,9%	15,4%	47,3%
dont CEMAC	57,1	41,9	39,1	3,1%	2,2%	2,1%	-6,6%
AMERIQUE	171,4	207,7	177,2	9,2%	10,8%	9,7%	-14,7%
ASIE	318,0	349,2	341,9	17,1%	18,1%	18,7%	-2,1%
EUROPE	1 151,7	1 173,9	1 021,7	61,9%	61,0%	56,0%	-13,0%
dont U.E.	1089,9	1104,2	986,8	58,6%	57,4%	54,1%	-10,6%
OCEANIE	2,6	2,8	4,2	0,1%	0,1%	0,2%	49,7%
Importations totales	1 860,2	1 924,2	1 825,5	100,0%	100,0%	100,0%	-5,1%

Source : DGDDI

Les importations du Gabon en provenance du continent africain ont enregistré la plus forte progression : établies à 190,5 milliards de FCFA en 2013, celles-ci ont atteint 280,6 milliards de FCFA en 2014, soit une croissance de 47,3%. Malgré cette situation, les pays de la CEMAC occupent toujours une position marginale. En effet, les achats du Gabon en provenance des pays de la sous-région ont été réduits de 6,6%, et n'ont représenté que 2,1% des commandes totales effectuées en 2014.

III.4.3.2. Les principaux clients

Par pays

En 2014, les exportations du Gabon à destination de ses dix (10) premiers clients, représentant 76,5% des ventes totales, ont baissé de 13,3% par rapport à 2013, à 3203,6 milliards de FCFA. La Chine avec 14,8% des commandes de produits gabonais, a occupé la première place. Elle est suivie de l'Australie (11,5%), Trinidad et Tobago et des Etats Unis (7,7%).

Evolution des ventes Gabonaises par pays à fin décembre

En milliards de FCFA	Valeurs			Poids			Var 14/13
	2012	2013	2014	2012	2013	2014	
Chine	155,1	382,8	618,9	3,2%	8,2%	14,8%	**61,7%**
Australie	460,5	512,9	480,1	9,4%	11,0%	11,5%	**-6,4%**
Trinidad et Tobago	257,4	468,8	460,8	5,2%	10,0%	11,0%	**-1,7%**
Etats Unis	874,3	488,8	301,4	17,8%	10,5%	7,2%	**-38,3%**
Inde	502,4	283,6	323,4	10,2%	6,1%	7,7%	**14,0%**
Japon	385,0	413,0	261,9	7,9%	8,8%	6,2%	**-36,6%**
Espagne	226,7	305,5	248,2	4,6%	6,5%	5,9%	**-18,7%**
France	141,2	250,4	85,6	2,9%	5,4%	2,0%	**-65,8%**
République de Corée du Sud	72,3	13,1	220,7	1,5%	0,3%	5,3%	**1587,9%**
Malaisie	77,5	598,1	202,5	1,6%	12,8%	4,8%	**-66,1%**
Total 10 premiers clients	3152,2	3717,0	3203,6	64,3%	79,6%	76,5%	**-13,8%**
Autres	1750,8	955,0	986,4	35,7%	20,4%	23,5%	35,7%
Exportations totales	**4 903,03**	**4 671,95**	**4 189,96**	**100,00%**	**100,0%**	**100,0%**	

Source : DGDDI

Les achats de la Chine en provenance du Gabon ont quasiment doublé, passant de 382,8 milliards de FCFA en 2013 à 618,9 milliards de FCFA. Cette évolution est liée à l'augmentation des ventes de bois sciés, de Pétrole et de manganèse.

Par Continent

Evolution des ventes Gabonaises par continent à fin décembre

En milliards de FCFA	Valeurs			Poids			Var 14/13
	2012	2013	2014	2012	2013	2014	
AFRIQUE	196,7	218	155	4,0%	4,7%	3,7%	-10,3%
dont CEMAC	25,1	97	43	0,5%	2,1%	1,0%	-28,8%
AMERIQUE	1 188,0	993	766	24,2%	21,3%	18,3%	-56,1%
ASIE	2 214	1 936	1 894	45,2%	41,4%	45,2%	-22,8%
EUROPE	843,6	1 012	894	17,2%	21,7%	21,3%	-2,1%
dont U.E.	781,8	972	853	15,9%	20,8%	20,4%	-11,6%
OCEANIE	460,7	514	480	9,4%	11,0%	11,5%	-12,2%
Exportations totales	4 903,0	4 672	4 190	100,0%	100,0%	100%	-6,5%

Source : DGDDI

Avec 45,2% des parts, l'Asie s'est maintenue à la première place du classement en tant que client du Gabon en 2014, avec un volume de produits évalués à 1 894 milliards de FCFA. Les autres continents occupent une place secondaire. Ainsi en est-il de l'Europe qui, bien deuxième client, ne représente que 21,7% des ventes du Gabon.

En 2014, le marché de l'Union européenne (20,8% des parts) a absorbé 853 milliards de FCFA contre 972 milliards de FCFA, soit une régression de 11,6%. Cette variation est la conséquence des changements intervenus sur les marchés du pétrole, de manganèse et de bois sciés.

Les ventes du Gabon à destination de l'Afrique ont diminué de 10,3% et représenté 3,7%. Dans ce contexte, la CEMAC a perdu de l'importance dans le commerce avec le Gabon. En effet, les exportations à destination de cette zone économique n'ont représenté que 1% des ventes totales du Gabon contre 2,1% en 2013. Ce qui traduit l'inefficacité du processus d'intégration économique sous-régional.

III.5 LES DEPENSES PUBLIQUES

III.5.1. L'évolution du règlement

A fin novembre 2014, le règlement cumulé de la dette publique a porté sur un montant de 271,0 milliards de FCFA (dont 212,2 milliards de FCFA de paiement en capital). Le règlement de ladite dette est en hausse de 17,0% par rapport à la même période en 2013, ceci du fait essentiellement de l'augmentation de la rémunération de la dette intérieure.

Concernant le règlement de la dette extérieure, celui-ci a été consacré principalement au paiement de la dette commerciale (57,6%). Toutefois, nous constatons que ce règlement est en hausse de 1,5%, par rapport à la même période en 2013, dû principalement à l'accroissement du règlement de la dette bilatérale.

Quant à la dette intérieure, son service a porté pour 72,3% au règlement de la dette vers le marché financier régional et 18,8% vers celui de la dette bancaire essentiellement. Comparativement à la même période une année plus tôt, le règlement de la dette intérieure a plus que doublé. Cette hausse a principalement résulté de l'affectation de 45,1 milliards de FCFA pour honorer aux engagements envers le marché financier régional.

Evolution du règlement de la dette

(En milliards de FCFA)	A fin novembre		Variations (%)
	2013	2014	
Dette extérieure	**205,5**	**208,6**	**1,5**
Multilatérale	29,2	29,6	1,4
Bilatérale	26,8	31,7	18,3
Commerciale	131,4	120,1	-8,6
Marché financier International	18,1	27,2	50,3
Dette intérieure	**26,2**	**62,4**	**138,2**
Bancaire	6,7	11,7	74,6
Moratoires	13,7	4,2	-89,1
Divers	5,8	1,4	-75,9
Marché financier Régional		45,1	
Total	**231,7**	**271,0**	**17,0**

Source : DGD

III.5.2. L'évolution des tirages sur financements extérieurs et intérieurs

Les décaissements cumulés sur emprunts à fin novembre 2014 se sont élevés à 192,7 milliards de FCFA. Ils ont enregistré une hausse de 0,5% par rapport au niveau atteint à la même période en 2013. Cette évolution provient de la faible hausse des tirages sur financements extérieurs (0,2%) et intérieurs (2,4%).
Au terme des onze premiers mois de l'année 2014, 40,3% des tirages sur financements extérieurs ont été effectués auprès des bailleurs de fonds bilatéraux, 37,2% auprès des bailleurs commerciaux et 22,5% auprès des bailleurs multilatéraux.

Les décaissements auprès des bailleurs de fonds multilatéraux ont enregistré une hausse, tandis que ceux auprès des bailleurs de fonds bilatéraux et commerciaux se sont repliés.
L'accroissement des décaissements auprès des bailleurs de fonds multilatéraux est imputable essentiellement à l'augmentation des tirages effectués à la Banque Africaine de Développement (BAD) (+102,8%).

Le repli des tirages bilatéraux (-17,4%) est dû à la baisse des décaissements effectués auprès de la Chine (-43,4%), en dépit du renforcement de ceux effectués auprès de la France (+91,0%). Celui des tirages commerciaux (-8,7%) est imputable à la baisse des tirages effectués auprès de la France (-76,7%), ce malgré la hausse des tirages effectués auprès de l'Autriche.

Evolution des tirages sur financements extérieurs

(En milliards de FCFA)	A fin novembre 2013	A fin novembre 2014	Variations (%)
Extérieure	**166,3**	**166,6**	**0,2**
Multilatéraux	**17,1**	**37,5**	**119,3**
BDEAC	0,1	7,9	-
BAD	14,5	29,4	102,8
BIRD	0,7	0,2	-71,4
BID	1,8		-
Bilatéraux	**81,4**	**67,2**	**-17,4**
Club de Paris	*15,5*	*29,6*	91,0
France	15,5	29,6	91,0
Non Club de Paris	*65,9*	*37,6*	-42,9
Koweit	0,2	0,4	100,0
Chine	65,7	37,2	-43,4
Commerciaux	**67,8**	**61,9**	**-8,7**
Autriche	34,2	49,5	44,7
Espagne		5,7	-
Etats-Unis	4,8		-
France	28,8	6,7	-76,7
Intérieure	***25,5***	***26,1***	***2,4***
Marché financier régional	**25,5**	**26,1**	**2,4**
Total	**191,8**	**192,7**	**0,5**

Source : *Direction Générale de la Dette*

III.5.3. La situation du stock de la dette publique (données du quatrième trimestriel non disponibles)

Au troisième trimestre 2014, le stock de la dette publique du Gabon se situe à 2550,6 milliards de FCFA. La structure du portefeuille de la dette publique est de 91,3% de dette extérieure, soit 2327,6 milliards de FCFA, et 8,7% de dette intérieure, soit 223,0 milliards de FCFA.
Le stock de la dette extérieure se reparti de la manière suivante :

Les décaissements effectués auprès des **bailleurs de fonds bilatéraux** ont été mobilisés auprès de l'Agence Française de Développement (AFD), du Fonds Koweitien de Développement et de EximBank of China. Ils ont été mobilisés pour le financement du transport d'énergie électrique (21,8 milliards de FCFA),la route Pog/Omboué/Booué (15,4 milliards de FCFA), la réhabilitation de la route Ndjolé-Medoumane (15,2 milliards de FCFA), l'assainissement de la ville de Port-Gentil (10,5 milliards de FCFA), le projet de développement agricole (2,0 milliards de FCFA), le Plan National de Développement Sanitaire (1,7 milliards de FCFA), la reconstruction du pont d'Oloumi (0,2 milliard de FCFA) et l'aménagement des aéroports (0,4 milliard de FCFA).

Les décaissements auprès des **bailleurs de fonds multilatéraux** ont été orientés vers le Programme routier PHASE 1 (27,9 milliards de FCFA), l'aménagement des bassins versants (7,9 milliards de FCFA), l'appui au Secteur Pêche (1,5 milliard de FCFA) et le Projet Infrastructure Routière (0,2 milliard de FCA).

Quant aux tirages auprès des **bailleurs de fonds commerciaux**, ils proviennent d'Unicredit, de la Deutsche Bank et de la Société Générale. Ils ont été orientés vers le projet CHU Mère-Enfant (Jeanne EBORI) (32,1 milliards de FCFA), le projet Centre Universitaire phase 2 (17,4 milliards de FCFA) le projet Axe Routier PK 12-Bifoun (5,7 milliards de FCFA), le Complexe multi sport OBO (4,5 milliards de FCFA), l'achat du matériel de communication (2,0 milliards de FCFA) et la réhabilitation du stade OBO (0,2 milliards de FCFA).

Suite à l'émission d'Obligations du Trésor Assimilable de septembre 2014, l'Etat gabonais a pu mobiliser plus de 26,0 milliards de FCFA sur un montant attendu de 25,0 milliards. Cette levée de fonds, sur le marché financier régional, est destinée aux crédits de paiement des projets routiers du Schéma Directeur National des Infrastructures (SDNI).

Le portefeuille de la dette extérieure se décompose comme suit :

- 286,3 milliards de FCFA de dette multilatérale ;
- 532,1 milliards de FCFA de dette bilatérale ;
- 620,6 milliards de FCFA de dette commerciale ;
- 888,6 milliards de FCFA de dette envers le marché financier international.

Quant au portefeuille de la dette intérieure, il se décompose comme suit :

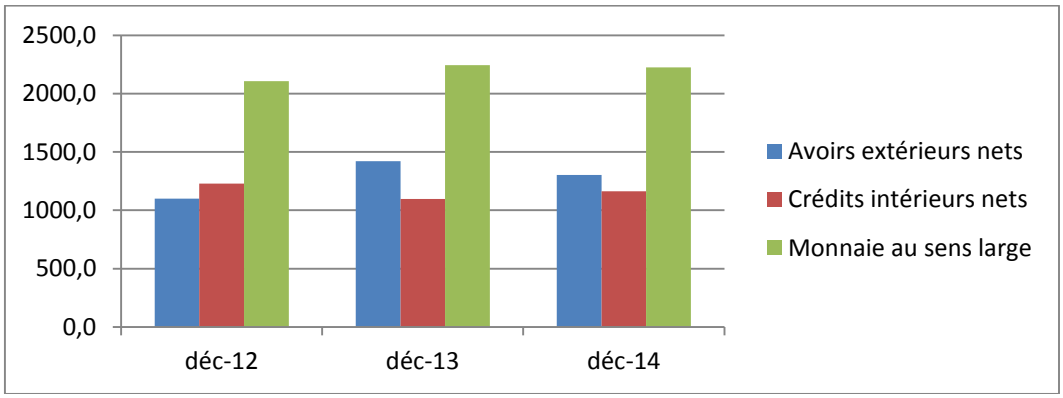
- 67,5 milliards de FCFA de dette bancaire ;
- 13,6 milliards de FCFA de divers ;
- 90,3 milliards de FCFA de dette moratoire ;
- 51,6 milliards de FCFA de dette envers le marché financier régional.

L'encours de la dette publique au troisième trimestre 2014 croit de 11,7% par rapport à son niveau à fin décembre 2013 qui se situait à 2283,2 milliards de FCFA.

III.6. LA SITUATION MONETAIRE

Au 31 décembre 2014, la situation monétaire large du Gabon est essentiellement marquée par une baisse de la masse monétaire (-2,4%) et des avoirs extérieurs nets (-8,2%) et un affermissement du crédit intérieur (+2,7%).

Situation monétaire (en milliards de FCFA)



III.6.1– LES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES

III.6.1.1- La masse monétaire (M2)

La masse monétaire a enregistré une baisse de 2,4% à 2226,2 milliards de FCFA en 2014, imputable à la dépréciation des avoirs extérieurs nets (-8,2%). Au niveau de ses composantes, on note une contraction de la circulation fiduciaire (-8,2%) et des dépôts collectés (7,2%).

La quasi-monnaie s'est établie à 817,4 milliards de FCFA en décembre 2014 en augmentation de 10,5% par rapport à 2013, traduisant une consolidation de l'épargne des agents économiques dans un contexte économique marqué par l'effondrement des cours du baril de pétrole.

III.6.1.2- Les ressources extra-monétaires

Elles ont diminué de 11,8% à 240,5 milliards de FCFA en décembre 2014, suite à la dégradation des Autres Postes Nets (passant de -20 milliards en décembre 2013 à -89,2 milliards de FCFA un an plus tard).

III.6.2-LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

III.6.2.1- Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

A fin décembre 2014, les Avoirs Extérieurs Nets du système bancaire ont diminué de 8,2% à 1303,8 milliards de FCFA, en liaison avec la baisse des cours des principaux produits d'exportation. Ainsi, les avoirs officiels nets de la Banque Centrale ont connu un repli de 7,2% à 1221,6 milliards de FCFA. De même, les avoirs extérieurs des banques primaires ont enregistré une baisse substantielle de 21,1% à 82,2 milliards de FCFA.

L'évolution des avoirs extérieurs nets de la Beac est corrélée à la dégradation du solde du compte d'opération de 28,1% à 545,7 en décembre 2014. Le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs a perdu 0,9 point pour s'établir à 89,1% en décembre 2014.

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets

(en milliards de FCFA)	oct.-13	nov.-13	déc.-13	oct.-14	nov.-14	déc.-14	var 12-14/12-13
Avoirs extérieurs nets	**1118,2**	**1102,1**	**1420,1**	**1323,9**	**1319,2**	**1303,8**	**-8,2%**
Banque centrale	995,3	948,1	1315,9	1160,6	1200,0	1221,6	-7,2%
Banques commerciales	122,9	154,0	104,2	163,3	119,2	82,2	-21,1%

Source : Beac

III.6.2.2-Le crédit intérieur

A fin décembre 2014, le crédit intérieur s'est conforté de 2,7% à 1162,8 milliards de FCFA par rapport à 2013, en relation avec le renforcement de la position nette débitrice de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire. En effet, les créances nettes sur l'Etat sont passées de -346,2 milliards en décembre 2013 à -228,3 milliards de FCFA un an plus tard.

Evolution du crédit intérieur

(en milliards de FCFA)	oct.-13	nov.-13	déc.-13	oct.-14	nov.-14	déc.-14	var 14/13
Crédits intérieurs nets	**1262,6**	**1268,4**	**1132,6**	**1112,6**	**1073,1**	**1162,8**	**2,7%**
Créances nettes sur l'Etat	-91,8	-128,1	-346,2	-320,1	-317,6	-228,3	-34,1%
Créances sur l'économie	1354,4	1396,5	1478,9	1432,7	1390,7	1391,1	-5,9%

Source : Beac

III.6.2.1- Les créances sur l'économie

Elles ont enregistré une diminution de 5,9% à 1391,1 milliards de FCFA en décembre 2014, résultant du repli des prêts octroyés au secteur privé non financier, notamment les crédits à moyen terme (-19,2%) et à long terme (-4%).
Compte tenu des incertitudes sur les perspectives économiques, banques ont réduit la prise de risque à moyen et long terme. Seuls les crédits de court terme ont connu une évolution positive, soit une hausse de 9,5% à 727,7 milliards de FCFA.

III.6.2.2- Les créances nettes sur l'Etat

La position nette créditrice de l'Etat envers le système bancaire s'est chiffrée à -228,3 milliards de FCFA en décembre 2014 contre -346,2 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette évolution traduit un raffermissement de la dette de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire.

Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est dégradée (passant de -254,2 milliards en décembre 2013à -203,3 milliards de FCFA en décembre 2014).

III.7 LA POLITIQUE MONETAIRE

Au quatrième trimestre 2014, la politique monétaire de la Beac a reposé sur la baisse du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), la reconduction de l'objectif de refinancement, la stabilité des taux directeurs et de la politique des réserves obligatoires.

III.7.1- L'ACTION SUR LA LIQUIDITE BANCAIRE

La situation du marché interbancaire s'est caractérisée par un excès de liquidité de la majorité des établissements de crédit. Ainsi, l'Institut d'Emission a maintenu l'objectif de refinancement de 2 milliards de FCFA.

III.7.2- LA POLITIQUE DES TAUX D'INTERET

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 18 décembre 2014 a décidé de maintenir inchangés les autres taux d'intervention ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	2,95%
Taux des Prises en Pension (TPP)	5,75%
Taux Créditeur Minimum (TCM)	3,25%

De même, les taux d'intérêt sur les placements ont été maintenus et fixés comme suit :

Placements à 7 jours	0,60%
Placements à 28 jours	0,60%+1/16 de point
Placements à 84 jours	0,60%+2/16 de point

III.7.3- LA POLITIQUE DES RESERVES OBLIGATOIRES

Les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires ont été reconduits comme suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	11,75%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	9,25%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%

Situation monétaire

	déc.-13	déc.-14	Variation 14/13
Avoirs extérieurs nets	**1420,1**	**1303,8**	
Banque centrale	1315,8	1221,6	
Banques commerciales	104,3	82,2	
Avoirs intérieurs nets	**1076**	**1073,6**	
Crédits intérieurs nets	**1132,7**	**1162,8**	
Créances nettes sur l'Etat	-346,2	-228,3	
Position Nette du Gouvernement (PNG)	-254,2	-203,3	
Créances nettes sur les organismes publics	-128,7	-25	
Créances sur le reste de l'économie	1478,9	1391,1	
Autres postes nets	-272,7	-240,4	
Monnaie au sens large	**2280,1**	**2226,2**	
Circulation fiduciaire	384,7	357,3	
Dépôts	1155,6	1051,5	
Quasi monnaie	739,7	817,4	

Conclusion

Malgré le ralentissement de la croissance, la situation économique d'ensemble est demeurée bien orientée, avec un taux de croissance du PIB à 4,3%. Ceci, en dépit d'un contexte national et international difficile marqué par plusieurs mouvements de revendications au plan interne et par la baisse continue du prix du pétrole à l'échelle international depuis le deuxième semestre 2014.

Ce résultat montre la résilience de notre économie, et traduit les effets bénéfiques des réformes entreprises depuis 2010.

La baisse du prix du pétrole a certes des conséquences sur le niveau des finances publiques, mais, elle ne remet nullement en cause les fondamentaux de notre économie à savoir : un niveau de croissance appréciable, la confirmation du secteur hors pétrole comme moteur de la croissance, un niveau d'investissement total élevé grâce à la contribution croissance du secteur privé, une diversification progressive de notre économie.

Par ailleurs, elle ne remet pas en cause notre système de solidarité sociale dont l'objectif est de permettre un mieux-être de nos populations. Bien au contraire, les orientations du Gouvernement visent à renforcer l'action sociale de l'Etat.

Il convient néanmoins de rester vigilants sur la question de la soutenabilité de nos finances publiques, au regard des revendications salariales exprimées par les partenaires sociaux du secteur public.

Les efforts doivent être maintenus en matière d'investissement public, en vue de la matérialisation des projets contenus dans la Plan Stratégique Gabon Emergent, notamment dans les secteurs sensibles comme l'énergie. Enfin, le remboursement de la dette intérieur doit se poursuivre à une cadence régulière pour redonner confiance aux entreprises.

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur
M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint
M. Roger MOULOUNGUI

Chefs de Service

M. IKAPI Eric
Mme. LEKOGO Annette Clarisse
M. LEMAMI Ferdin

Chargés d'Etudes
Mme. NDAMANGANA Marie-France
Mme. LEPENGUE Flore Aristide
Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA
Mme. OKOUMBA ALILA Hortense
Mme. ESSENG MEZUI Chimène
M. MOUPEPE Yves
M. MEKAME OSSOUMA Célestin
M. OBAME NANG Didier
M. MOUSSAVOU Freddy Thibaud
M. BANGUEBE Aldrin Jules
M. BOUPANA Gérald
M. ENGANGOYE NKORI Huygens

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur
M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service
Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI
M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

Chargés d'Etudes

Mme. Durance AVOMO OKE
Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA
M. Christian NDO
M. Aymard NGOUA ONA
M. OBANDJI Guy Ulrich
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE

M. Cyril BIBANG ENDAMANE
Martial MBA BISSIGHE

Chargés d'Etudes

Mme. Josiane AVOME NGUEMA
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA
Mme. Julie NTSAME
M. Dan Romaric OBOUMADZOGO
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M.Raphael MBA N' NANG
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Ike APOUBA LOUSSOU
M. Euloge Bernadin LENGOUNGA
M. Fabrice YOUOMO

DIRECTION DES SYNTHESES ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Patrick Renaud LOEMBA
M. Pierre Dieudonné THATY
Mme. Huguette LEMAMI ALISSAGA ép. NGUIA BANDA

Chargés d'Etudes

Mme. Perpétue ABORIE BOETOUMBA
Mme. Marie Irène IBOMBO
Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA
M. Kevin BOUNGOUNGOU

CELLULE MICROFINANCE

Chefs de Service:

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

Responsable adjoint de la cellule

M. Roland régis SAMAMBOUNGOU

Chargés d'Etudes

M. Ange Sylvère DIECKO
M. Béchir MAHAMAT LEBOUBA
M.LIPOCKO MOMBO